



VENDREDI 10 JUILLET 2020

« Nous avons déjà constaté que le confinement universel est l'une des erreurs les plus monstrueuses jamais commises par des autorités gouvernementales. » Bill Bonner

- ▶ **Illusions et réalités** (Didier Mermin) p.1
- ▶ **Au bord de la falaise : Nous avons besoin d'une nouvelle façon de voir le monde** (Ugo Bardi) p.5
- ▶ **Le réchauffement climatique se rapproche de la limite de 1,5 C fixée par l'accord de Paris** p.7
- ▶ **La pénurie de pétrole brut commence à se faire sentir sur les principaux marchés** p.13
- ▶ **Pédale Alfred pédale** p.16
- ▶ **L'Erika, l'autre pollution du pétrole** p.17
- ▶ **Greta Thunberg, Notre-Dame la Planète (en feu)** p.21
- ▶ **Post-covid, le tourisme de masse à la peine** (Michel Sourrouille) p.28
- ▶ **LE BAL DES MORTS VIVANTS** (Patrick Reymond) p.29

SECTION ÉCONOMIE

- ▶ **Vous quittez maintenant FantasyLand : Les pertes seront assumées par quelqu'un (C-H Smith)** p.31
- ▶ **Les pertes d'emplois, les faillites et les fermetures de magasins atteignent tous des niveaux apocalyptiques alors que l'effondrement économique américain se poursuit (Michael Snyder)** p.33
- ▶ **Le déficit budgétaire des États-Unis multiplié par 100 en juin !! (Charles Sannat)** p.38
- ▶ **Inflation ou déflation ? La pandémie divise monétaristes et nouveaux keynésiens (Pritchard)** p.39
- ▶ **Enfin, l'Europe lance un plan pour la... voiture (allemande !!!) à hydrogène (Charles Sannat)** p.40
- ▶ **Une laborieuse relance européenne (F. Lelcerc)** p.45
- ▶ **Avec Macron, pas d'augmentation des impôts. Vraiment ? (Simone Wapler)** p.46
- ▶ **Les imbéciles, les traîtres et l'Amérique (Brian Maher)** p.49
- ▶ **L'économie ne se redressera pas avant 2023 (Jim Rickards)** p.54
- ▶ **La politique monétaire et fiscale n'aidra pas (Jim Rickards)** p.56
- ▶ **Éditorial: Le maître-mot de notre époque: fragilisation (Bruno Bertez)** p.59
- ▶ **Prochaine étape américaine, la barbarie ? (Bill Bonner)** p.62

<<>> <<>> <<>> <<>> (0) <<>> <<>> <<>> <<>>

Illusions et réalités

Didier Mermin Publié le 10 juillet 2020



Nous savions les [forêts publiques menacées par l'industrialisation](#), mais pas à quel point les méthodes industrielles sont scandaleuses. Tout est expliqué dans [cet article de Basta!](#) :

- Épandages de pesticides même pendant la floraison => miel bourré de glyphosate.
- Aucune réglementation en sylviculture.
- 70 herbicides et insecticides recensés.
- Aucune étude d'impact sur la faune, la flore et les eaux => invisibilité de la pollution.
- Coupes rases => prolifération d'insectes ravageurs => insecticides.
- Algues vertes dans les lacs à cause des intrants.
- Acidification des sols à cause des résineux => réactions chimiques => eaux insalubres.
- Compactage des sols et surexposition au soleil à cause des coupes rases => stérilisation.
- Ensablement des rivières et des frayères.
- Disparition des arbres sénescents => baisse de la biodiversité.
- « *Le rouleau landais arrache la végétation. C'est une invention locale : une débroussailleuse lourde tractée avec deux rouleaux et des lames qui pénètrent sous terre. Son passage supprime les bruyères, la molinie, les fougères, les ajoncs. Il écrase aussi les petits vertébrés. Les reptiles, les taupes, les hérissons. Tous hachés menus par les rouleaux.* »

Modèle parfait de pensée bisounours :

« Le pessimisme ambiant quant à la perspective d'effondrement nous plombe, nous constatons mais peinons à agir. Et si on voyait dans cette crise globale une occasion unique d'évoluer collectivement, de remettre en question nos fonctionnements et de redéfinir le sens de la vie et notre place dans l'univers? »

Nous pourrions peut être découvrir:

- que la planète que nous partageons est plus importante que les pays qui nous séparent
- que l'humanité que nous partageons est plus importante que la course aux profits qui nous sépare
- que la réalité que nous partageons est plus importante que les croyances qui nous séparent.

Cela paraît être de l'ordre du bon sens basique et salutaire, pourtant nous sommes au 21ème siècle et ces principes simples n'ont pas encore été intégrés collectivement.

Et si plutôt que se détruire, on évoluait.. »

Thèse antiséciste qui conclue l'interview d'un biologiste par [Usbek & Rica](#) :

« *L'homme n'est pas une super-espèce. (...) biologiquement, nous ne sommes **pas plus évolués** et tout ce qu'on a mis en avant pour nous distinguer, le langage, le jeu, la culture, etc., on découvre que des espèces proches de nous sur l'arbre phylogénétique l'ont aussi ou même certains oiseaux. Ça appelle à plus de modestie.* »

Effectivement, les autres espèces ont aussi développé des capacités prodigieuses, comme celle de cet insecte capable d'éjecter un liquide à **100°C** quand il se fait gober par un crapaud. (Lequel le recrache frais comme un gardon, même après l'avoir gardé une heure dans son estomac.) En tant qu'espèce, *Homo sapiens* est comme les autres, et n'a rien « *inventé* » d'extraordinaire : bipédie, pouce opposable, appareil phonatoire, perte des poils et gros cerveau. C'est pourquoi il est absurde de prétendre qu'il aurait détruit son environnement depuis toujours : non, il s'est comporté comme les autres espèces jusqu'à l'apparition de la civilisation, (que nous faisons remonter aux premiers mégalithes). Sinon, il faut reconnaître que tout, dans la nature, n'est que « *construction* » et « *destruction* », les plus hautes montagnes elles-mêmes finissant par disparaître sous l'érosion.

Il n'y a « *destruction de l'environnement* » qu'à partir du moment où l'on prélève (ou pollue) plus que la « *biocapacité* » de la nature à se régénérer. C'est le seul critère, flou mais objectif, pour trancher la question.

L'espèce humaine est spécifique par les outils exceptionnels qu'elle a inventés : la maîtrise du feu, (« *énergie extra-corporelle* » selon Jancovici), le langage à [double articulation](#), les **mémoires externes**, (que l'on peut faire remonter aux arts pariétaux et rupestres), l'écriture, les concepts, puis, sur la base de ceux-ci, le [raisonnement](#). Toutes choses que les autres espèces seraient bien en peine d'égaler, aussi remarquables que soient leurs performances culturelles. L'animal humain a évidemment quelque chose de plus que les autres : une capacité exceptionnelle à produire des connaissances, les transmettre à ses congénères et **les accumuler au fil des générations**. (A l'opposé de la pieuvre qui meurt d'épuisement après la couvaison.)

« *La bêtise est infiniment plus fascinante que l'intelligence. L'intelligence, elle, a des limites tandis que la bêtise n'en a pas.* » (Claude Chabrol)

Nouveau cri d'alarme publié par [Vice](#) : il serait « *hautement probable que la civilisation humaine s'effondre en 2050* », l'heure est proche. Après le rapport Meadows confirmé par l'AFD¹, « *l'effondrement* » apparaît de plus en plus sérieux et inéluctable. Quand nous avons commencé ce blog, en août 2017, le sujet n'intéressait quasiment personne, et nous pensions faire preuve d'une grande originalité. Désormais il s'étale partout, probablement à cause de [l'appel des 15000](#) scientifiques sur l'état de la planète, en novembre 2017. A la suite de cet événement, tout s'est accéléré en 2018, preuve que les scientifiques ont été « *entendus* », mais preuve aussi que cela ne suffit pas.



Domage que le dessin ne dise pas quelle « *human activity* » il faudrait pour stopper le réchauffement climatique : il y aurait de quoi rire.

A l'époque où « *l'humanité* » ne se voyait pas encore menacée, il était légitime de refuser l'énergie nucléaire à cause de ses risques et déchets, mais maintenant que les GES sont devenus à l'évidence l'ennemi planétaire Numéro Un, comment peut-on encore la refuser ? Les écolos du REV, « *Rassemblement des Écologistes pour le Vivant* », en sont capables, les bougres, les chiffres ce n'est pas leur affaire. Extrait de leur programme « [énergie et déchets](#) » (juin 2019) :

- Fermeture progressive de toutes les centrales nucléaires et **sortie définitive de l'atome**.
- Passage à une électricité fournie à **100% par des énergies renouvelables**.
- Sortie des énergies fossiles pour garantir la sécurité énergétique nationale.

L'Allemagne est en train de sortir du nucléaire et c'est un [échec total](#) :

« Le pays a beau s'être couvert d'éoliennes et de panneaux solaires, ses émissions de GES sont au même niveau qu'en 2009. Les 160 milliards investis depuis cinq ans n'ont pratiquement pas produit de résultats, (...) Les causes de cet échec vont du manque de lignes de transport d'électricité du nord au sud à l'absence d'un ministère de... l'Énergie ! Mais, parmi elles, on trouve surtout l'erreur qu'a représentée la décision prise il y a huit ans de sortir du nucléaire. Une source d'énergie qui n'émet pourtant pas une once de CO2. »

Envie d'un petit frisson ? [Cette vidéo](#) est faite pour vous ! En 2018, *Envoyé spécial* a enquêté sur le barrage de Vouglans et sa spectaculaire cascade de risques. Quelques données que l'on retrouve sur [Wikipédia](#) :

- 600 millions de mètres-cubes.
- 50 ans d'âge.
- Base mal protégée des infiltrations.
- Contact béton-rocher présentant des « ouvertures ».
- **Une rupture serait apocalyptique** : « *l'onde de submersion* » aurait 44 m de hauteur à 30 km, 10 m à Lyon, elle ferait craquer 4 autres barrages et pourrait obstruer les circuits de refroidissement de 4 centrales nucléaires.

Illustration : « [Seeing the World Through a Surreal Lens](#) »

Plus de publications sur Facebook : [Onfonedanslemur](#)

NOTE :

¹ Cf. billet : « [Critique du modèle Meadows](#) » : « Gaëll Giraud explique dans [cette vidéo](#), (à 5'), que l'AFD a fait un modèle macro-économique qui confirme l'un des scénarii de Meadows, celui où l'effondrement survient à partir des années 2050. »

Au bord de la falaise : Nous avons besoin d'une nouvelle façon de voir le monde

Ugo Bardi Vendredi 10 juillet 2020



Onward, Fellow Holobionts!

Les modèles prédictifs à long terme n'ont pas un très bon bilan, mais certains se sont révélés prophétiques. C'est le cas de la prédiction de Hubbert, en 1956, d'un pic de production d'énergie fossile peu après le début du XXI^e siècle. Il était optimiste quant à la possibilité de remplacer les combustibles fossiles par l'énergie nucléaire, mais, à part cela, il était sur la bonne voie. Aujourd'hui, nous sommes au bord de la falaise et nous devons adopter une attitude différente vis-à-vis de l'écosystème qui soutient notre existence. Le concept d'"Holobiont" peut nous aider beaucoup dans cette tâche. Nous sommes des holobiontes, l'écosystème est un holobionte plus grand, nous devons trouver un moyen de vivre ensemble.

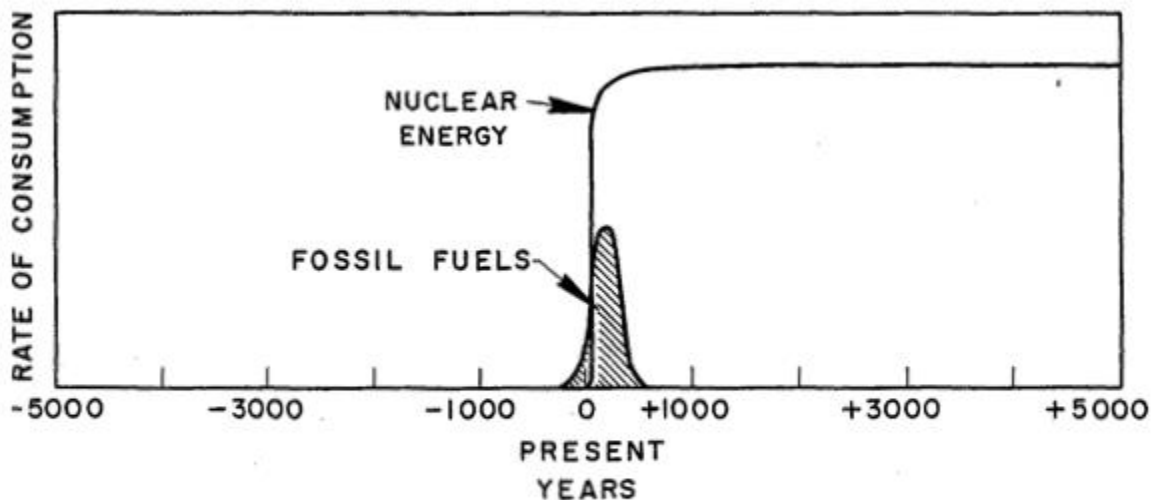


Figure 30 - Relative magnitudes of possible fossil-fuel and nuclear-energy consumption seen in time perspective of minus to plus 5000 years.

Le géologue américain Marion King Hubbert a le mérite d'avoir été le premier à voir les grandes tendances du XXI^e siècle, près de 50 ans avant qu'il ne commence. Dans son article de 1956, Nuclear Energy and the Fossil Fuels, il a présenté le schéma ci-dessus : une tentative audacieuse de placer l'expérience humaine en matière d'énergie à l'échelle de 10 000 ans.

Bien sûr, le chiffre était trop optimiste quant à l'énergie nucléaire qui, en réalité, a commencé à décliner avant les combustibles fossiles. Mais, avec ce graphique, Hubbert avait établi la situation humaine, plusieurs années à l'avance par rapport à "Les limites de la croissance" (1972). Le "dépassement" de Catton (1980), et bien d'autres encore. Sans un miracle qui pourrait remplacer les fossiles bien avant qu'ils ne commencent à décliner, le

monde humain tel qu'il était au 20e siècle était condamné. L'énergie nucléaire n'était pas, et n'aurait pas pu être, ce miracle.

Celle de Hubbert n'a peut-être pas toujours été citée, mais le débat sur le déclin des ressources naturelles a fait rage pendant des décennies - la plupart des débats étant basés sur diverses interprétations du concept de progrès technologique. Dans les opinions les plus optimistes, l'épuisement n'était pas considéré comme un problème urgent mais, en tout cas, on pensait que la technologie chasserait le problème, automatiquement et sans douleur pour personne, sur la seule base des forces du marché. Dans cette optique, il n'était pas logique de ralentir pour économiser les ressources : au contraire, l'accélération de l'exploitation conduirait à la croissance économique et à la disponibilité conséquente de technologies de plus en plus avancées. L'attitude opposée était que le problème était important et imminent, mais que les modèles prédictifs pouvaient conduire à des efforts de planification basés sur le ralentissement de l'exploitation des ressources restantes et un changement de technologie vers une efficacité accrue/des sources nouvelles. Au fil du temps, le débat s'est orienté de plus en plus vers l'idée que le changement climatique était un problème bien plus important que l'épuisement des ressources. Mais les attitudes n'ont pas changé.

Tout le débat n'a abouti à rien. Rien n'a été décidé, rien n'a été fait. La société s'est révélée imperméable aux alertes précoces et la technologie incapable d'être le miracle que l'on vantait. En 2020, nous sommes arrivés à un point critique : le début du déclin irréversible de la société technologique qui s'était développée au cours d'environ deux siècles d'utilisation des combustibles fossiles comme source d'énergie. Nous assistons à la "Falaise de Sénèque", le destin inéluctable d'un système qui s'est étendu au-delà de ses limites, qui est allé en "dépassement" important pour reprendre la définition de Catton ?

Et maintenant ? De toute évidence, il est trop tard pour déployer des technologies miracles : nous commençons à nous enfoncer et la question de savoir comment faire face à ce déclin est la suivante : pouvons-nous encore éviter d'en faire un crash ? Les données montrent qu'il serait encore possible d'adoucir le déclin et de descendre sur une pente relativement douce. Mais la résistance à l'inévitable aggrave en fait la situation. Les politiciens et la plupart des citoyens sont toujours convaincus que la voie à suivre est de "relancer la croissance" sans se rendre compte qu'ils accélèrent l'effondrement et le rendent plus rapide et plus dur.

Comment en sommes-nous arrivés là ? Ce n'est pas un échec de la science et de la technologie. C'était un échec culturel. Nous avons essayé de gérer l'avenir sans les bons outils. Rétrospectivement, il était évident que les outils développés à l'époque de l'abondance ne seraient pas utiles, voire contre-productifs, à l'époque de la rareté. Imaginez un banquier bloqué sur une île isolée, essayant de se procurer de la nourriture en construisant un distributeur automatique de billets. Vous avez compris.

À ce stade, cela pourrait dire que nous avons besoin d'une nouvelle vision de l'écosystème. C'est exact, bien que réducteur. Il ne s'agit pas de savoir de quoi nous avons "besoin". Il s'agit d'une transformation culturelle inévitable qui va se produire, que cela nous plaise ou non. Nous devons nous adapter à l'écosystème. En d'autres termes, nous pourrions dire que l'écosystème va décider de ce qu'il va faire de nous - pas consciemment (probablement) mais juste pratiquement. Soit il va se débarrasser d'une espèce odieuse - les humains - qui n'a fait que des dégâts, soit cette espèce va adopter une attitude différente qui la rendra moins odieuse.

C'est le défi que nous devons relever, pas facile, mais pas impossible non plus. Les outils culturels dont nous avons besoin ont été en partie développés et sont en cours de développement. L'un d'entre eux est le concept d'"Holobiont" : l'idée que les composants fondamentaux de l'écosystème ne sont pas des organismes, mais des holobiontes conçus comme des colonies de créatures qui s'accrochent ensemble pour un bénéfice mutuel. Les êtres humains sont des holobiontes, les arbres, les forêts, les steppes et les toundras sont des holobiontes.

L'ensemble de l'écosystème est un holobionte. Et nous pouvons être fiers d'être de bons holobiontes et apprendre à vivre ensemble avec l'holobiont plus grand que nous appelons "Gaia". Serons-nous capables de le faire ?

Le réchauffement climatique se rapproche de la limite de 1,5 C fixée par l'accord de Paris

Le professeur Richard Betts MBE, responsable de la recherche sur les impacts climatiques au Met Office Hadley Centre et à l'université d'Exeter.

Carbon Brief 9 juillet 2020

[Jean-Pierre : ne vous faites aucune illusion : les accords de Paris n'ont absolument aucune valeur en tant que solutions au réchauffement climatique et à la protection de la biosphère. Même la médecine la plus extrême, c'est-à-dire la pauvreté extrême, qu'il faudrait imposer à tous, ne fonctionnerait pas sur le long terme puisque nous sommes trop nombreux sur terre.]

Les dernières prévisions (pdf) de l'Organisation météorologique mondiale (OMM) indiquent qu'au cours des cinq prochaines années, il y a 24 % de chances que la température moyenne mondiale dépasse de 1,5 °C les niveaux préindustriels pendant au moins un an.

Bien qu'il s'agisse là d'un nouveau rappel de la hausse des températures de la Terre, il est important de noter que cela ne signifie pas que l'objectif à long terme de l'accord de Paris de limiter le réchauffement à 1,5°C aura été dépassé.

En effet, la limite de réchauffement fait spécifiquement référence au réchauffement à long terme causé par l'homme et non à l'effet supplémentaire des fluctuations naturelles du climat.

Dans cet article, je me penche sur les détails de la limite de 1,5°C de l'accord de Paris, en montrant pourquoi ils sont importants et quels sont les risques s'ils sont mal interprétés.

Réchauffement d'origine humaine

Dans le cadre de l'accord de Paris, presque tous les pays du monde se sont engagés à "poursuivre les efforts visant à limiter l'augmentation de la température moyenne mondiale à 1,5 °C par rapport à l'ère préindustrielle".

Comme l'a noté un précédent article de Carbon Brief, l'accord de Paris lui-même ne précise pas explicitement comment ces limites de température doivent être utilisées dans la politique et la pratique climatiques. Cependant, une interprétation courante de ce point est que 1,5C fait ici référence au réchauffement climatique à long terme attribuable à l'influence humaine - et non à l'effet supplémentaire de la variabilité naturelle du climat.

C'est important ici car les prévisions quinquennales de l'OMM tiennent compte de la variabilité naturelle du climat en plus de la tendance des températures à long terme. Ces prévisions sont produites à l'aide d'un large ensemble de modèles informatiques qui calculent les processus météorologiques et océaniques au cours des prochaines années, y compris les fluctuations naturelles ainsi que les impacts humains.

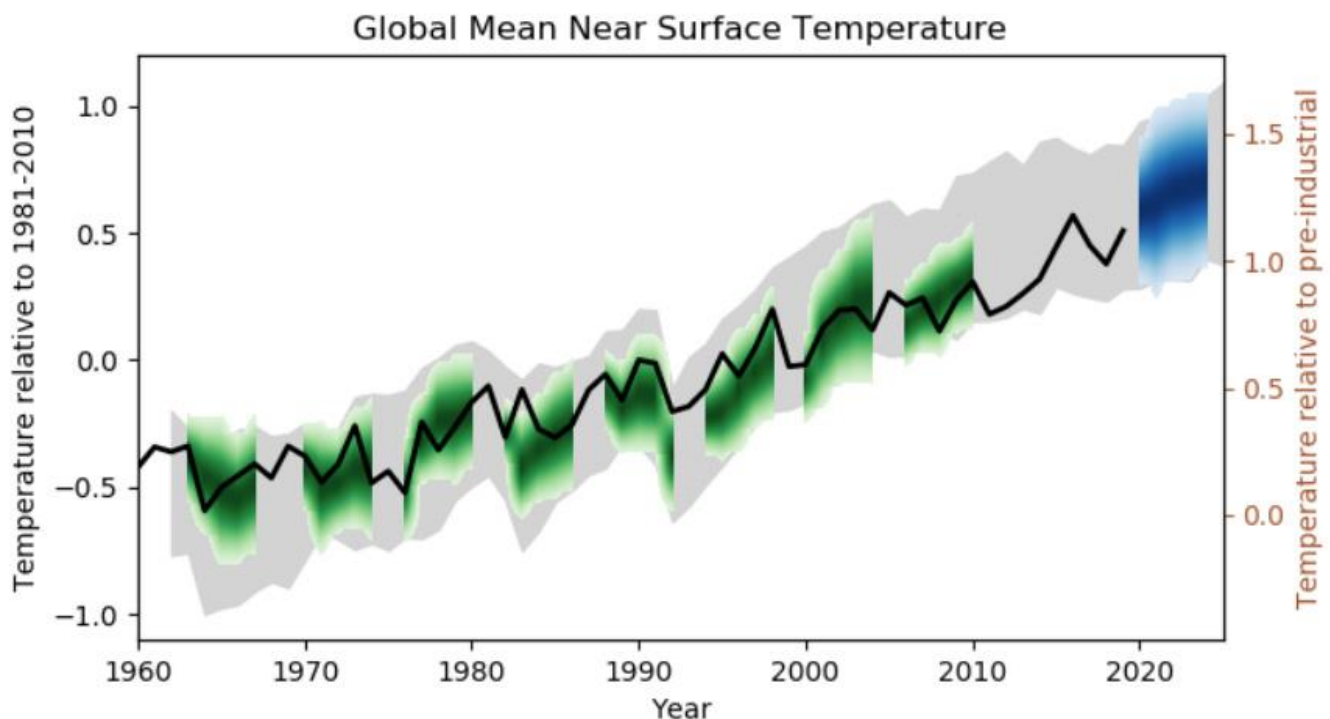
Comme le temps ne peut être prévu avec précision plus de quelques jours à l'avance, ces prévisions donnent les probabilités de changements particuliers. Elles peuvent donc être utilisées pour estimer les chances que les changements de température globale atteignent des niveaux spécifiques tels que 1,5°C. Mais surtout, elles ne font pas référence à l'objectif de Paris de limiter à 1,5°C le réchauffement climatique d'origine humaine à long terme, car elles prédisent les changements naturels ainsi que les impacts humains. Elles montrent cependant à quel point nous sommes proches de cette limite.

La bande bleue du graphique ci-dessous montre les prévisions de l'OMM pour les cinq prochaines années, le bleu plus foncé indiquant des probabilités plus élevées. Les bandes vertes montrent le test de la méthode de prévision par rapport aux observations des températures mondiales passées (ligne noire).

Les prévisions suggèrent que les températures mondiales annuelles seront probablement supérieures d'au moins 1°C aux niveaux préindustriels pour chacune des cinq prochaines années, et qu'elles se situeront très probablement dans une fourchette de 0,91 à 1,59°C.

La probabilité qu'une année au moins dépasse de 1,5°C les niveaux préindustriels est de 24%, avec une très faible probabilité - seulement 3% - que la moyenne sur cinq ans dépasse ce seuil.

Changements observés et prévus de la température moyenne mondiale annuelle. La bande bleue montre les prévisions de l'OMM concernant les changements annuels possibles au cours des cinq prochaines années, à partir des données actuelles, le bleu plus foncé indiquant des probabilités plus élevées. Les bandes vertes montrent les tests de la méthode de prévision par rapport aux données observées, qui sont indiquées en noir. La bande grise montre la gamme des températures annuelles des projections du modèle CMIP5 qui ne partent pas des données actuelles. Les chiffres à gauche montrent les changements par rapport à la moyenne de 1981-2010, et à droite, les changements par rapport à la période "préindustrielle" (1850-1900). Les projections du modèle CMIP5 et les prévisions de l'OMM utilisent toutes deux les forçages anthropiques du scénario RCP4.5.



Changements observés et prévus de la température moyenne mondiale annuelle. La bande bleue montre les prévisions de l'OMM concernant les changements annuels possibles au cours des cinq prochaines années, à partir des données actuelles, le bleu plus foncé indiquant des probabilités plus élevées. Les bandes vertes

montrent les tests de la méthode de prévision par rapport aux données observées, qui sont indiquées en noir. La bande grise montre la gamme des températures annuelles des projections du modèle CMIP5 qui ne partent pas des données actuelles. Les chiffres à gauche montrent les changements par rapport à la moyenne de 1981-2010, et à droite, les changements par rapport à la période "préindustrielle" (1850-1900). Les projections du modèle CMIP5 et les prévisions de l'OMM utilisent toutes deux les forçages anthropiques du scénario RCP4.5. Pour plus de détails, voir les prévisions 2020-2024 de l'OMM. Crédit : Leon Hermanson

Influences humaines et naturelles

L'accumulation continue de CO₂ et d'autres gaz à effet de serre dans l'atmosphère entraîne une hausse des températures mondiales. Mais, en plus de cela, les températures sont également affectées d'une année à l'autre, car les systèmes météorologiques et océaniques à grande échelle se déplacent dans les deux sens.

Par exemple, les manifestations d'El Niño peuvent contribuer à des températures mondiales record, mais comme le monde continue de se réchauffer, même les années sans manifestations d'El Niño pourraient voir des records tomber. Il est possible que cette année, un tel phénomène se produise, même si l'émergence de La Niña pourrait encore l'empêcher.

Glossaire

El Niño : Tous les cinq ans environ, une variation des vents provoque un changement de la température de la surface de la mer dans l'océan Pacifique équatorial, appelé El Niño. Avec... En savoir plus

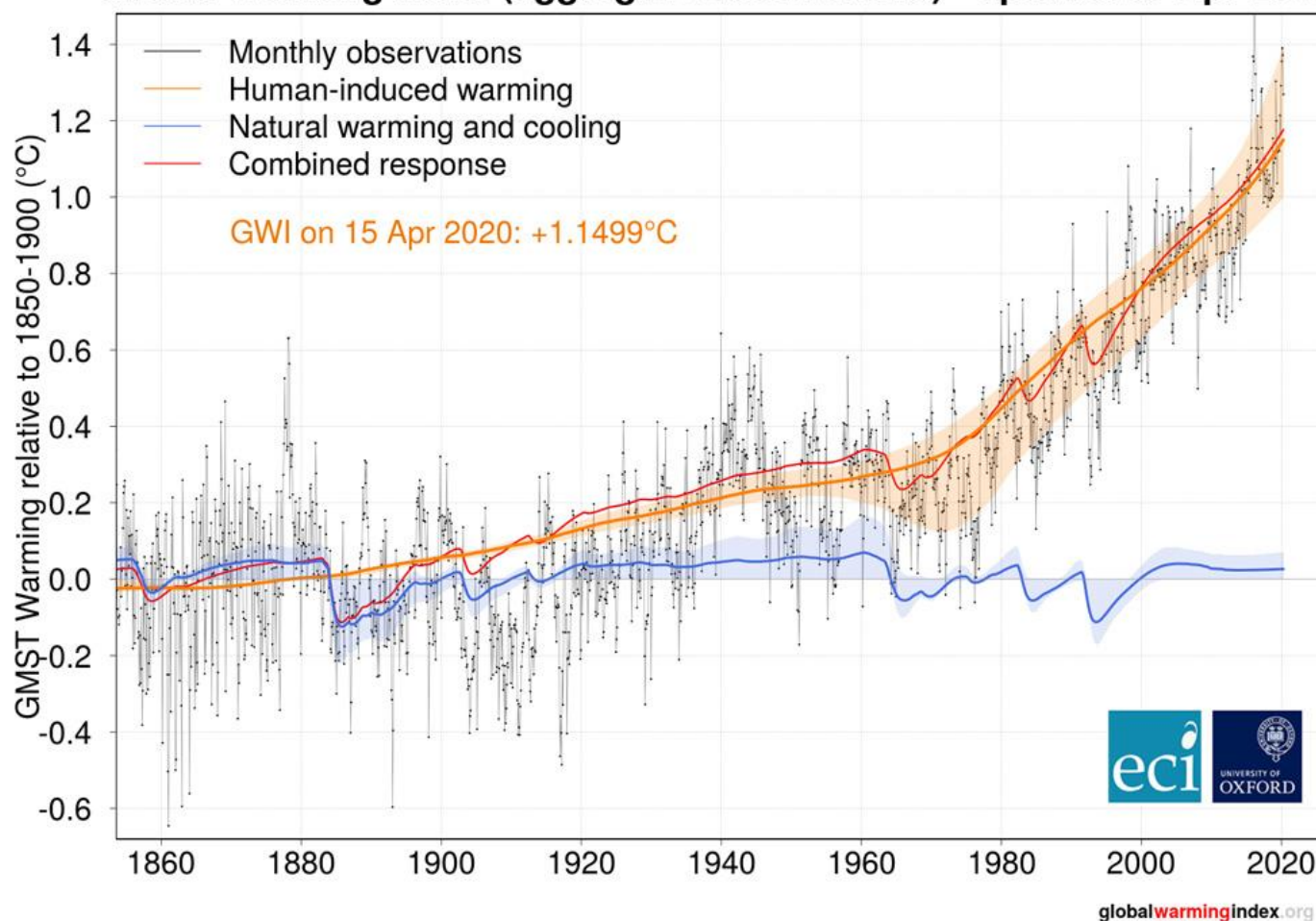
Les dernières données publiées par le Copernicus Climate Service montrent que les 12 derniers mois ont vu les températures mondiales se situer entre 1,3 et 1,4 °C au-dessus des niveaux de 1850-1900. Ce résultat est à égalité avec les 12 mois les plus chauds jamais enregistrés et la période de 2015-16, qui a été marquée par un très important phénomène El Niño.

Cependant, bien que ces températures récentes ne soient pas associées à El Niño, il est probable que le réchauffement d'origine humaine ne soit pas le seul responsable de cette égalité de record - il existe encore une certaine variabilité naturelle qui s'ajoute à l'impact humain. Les anomalies mensuelles de la température mondiale sont maintenant légèrement inférieures à ce qu'elles étaient au début de l'année.

Comme le montre le graphique ci-dessous, la contribution humaine à la température moyenne à la surface du globe (ligne orange) est actuellement estimée à environ 1,15°C.

Indice actuel du réchauffement climatique induit par l'homme (en avril 2020), par rapport à la période 1850-1900. L'indice est produit par l'Institut des changements environnementaux de l'Université d'Oxford et le Centre international pour le climat de l'Université de Leeds Priestley.

Global Warming Index (aggregate observations) - updated to Apr 2020



Indice actuel du réchauffement climatique induit par l'homme (en avril 2020), par rapport à la période 1850-1900. L'indice est produit par l'Oxford of University Environmental Change Institute et l'University of Leeds Priestley International Centre for Climate. Crédit : globalwarmingindex.org

Aucune base de référence définie

Il existe d'autres questions plus techniques concernant la limite de 1,5C et sa signification exacte.

L'un d'eux est que la base de référence du changement - décrite comme "préindustrielle" - n'est pas définie avec précision.

La plupart des études scientifiques considèrent que le réchauffement moderne est relatif à la moyenne de 1850 à 1900 - et le rapport spécial de 2018 sur 1,5C du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) et les prévisions de l'OMM l'utilisent tous deux.

Toutefois, ce n'est pas le "vrai" climat préindustriel, car la combustion de quantités importantes de combustibles fossiles a commencé un siècle plus tôt, au début de la révolution industrielle. La date antérieure n'a généralement pas été utilisée dans la science du climat, car les données météorologiques antérieures à 1850 ne sont pas suffisamment couvertes pour permettre une estimation fiable d'une base de référence antérieure - et on a estimé à l'origine que la différence serait faible.

Des travaux récents montrent que la différence est en effet assez faible et encore incertaine - peut-être jusqu'à 0,2C. Mais cela suffit pour faire une différence pouvant aller jusqu'à une dizaine d'années avant l'année où l'on pourrait considérer que la limite de 1,5C a été franchie.

Il est important de noter que cela n'affecterait pas le calendrier des impacts projetés à l'aide des modèles climatiques, car ils ont été évalués sur la base d'un changement simulé entre 1850-1900 et le futur état de 1,5C.

Une autre question est la mesure exacte de la température moyenne mondiale. Dans les ensembles de données d'observation, celle-ci est estimée à partir de nombreuses mesures de la température à travers les continents et les océans.

Glossaire

Budget carbone : Le bilan carbone est la quantité maximale de carbone qui peut être libérée dans l'atmosphère tout en gardant une chance raisonnable de rester en dessous d'une augmentation donnée de la température. Le Groupe intergouvernemental d'experts... En savoir plus

Mais des choses légèrement différentes sont mesurées dans chaque cas. Sur terre, les mesures sont généralement celles de la température de l'air à 1,5 mètre au-dessus du sol. Mais au-dessus de l'océan, les mesures concernent en fait l'eau à la surface, elles se réfèrent donc à la température réelle de la surface. Dans les modèles climatiques, cependant, le résultat est généralement la température de l'air près de la surface. Cela introduit une incohérence mineure, qui est relativement faible, mais qui, là encore, peut faire une différence sur l'heure précise à laquelle 1,5°C est défini comme ayant été dépassé.

En outre, il existe quatre grands ensembles de données mondiales pour la température globale - chacun ayant une approche légèrement différente du calcul des températures pour le monde entier.

Ces questions d'années de référence et d'ensembles de données d'observation ne font que de très petites différences dans les estimations du réchauffement d'origine humaine, mais lorsque le seuil de 1,5°C est si proche, elles deviennent importantes pour le moment où il est atteint. Les mêmes problèmes techniques se posent pour le calcul du budget carbone restant pour atteindre la limite de 1,5C.

Les impacts ne sont pas immédiats

La tendance au réchauffement induit par l'homme se situe actuellement entre 0,1 et 0,3 C par décennie. Si cette tendance se poursuit au rythme actuel, l'augmentation de la température moyenne à la surface du globe devrait atteindre 1,5 °C entre 2030 et 2050 environ. Les projections des modèles climatiques qui n'incluent pas une atténuation rapide et urgente donnent des échéances similaires.

Les dernières prévisions de l'OMM ne changent rien à cela - elles montrent à quel point nous sommes proches d'atteindre 1,5°C à long terme, mais elles ne suggèrent pas une accélération du réchauffement induit par l'homme.

Il est également important de noter que les impacts associés à 1,5C de réchauffement climatique ne devraient pas apparaître soudainement au cours de la première année ou du premier mois avec des températures à ce niveau.

Le changement climatique augmente déjà de nombreux types d'extrêmes météorologiques et d'autres impacts, mais 1,5°C n'est pas un seuil physique lorsque de nouveaux changements apparaissent soudainement. Les impacts quantifiés dans le rapport 1,5°C du GIEC se rapportent à la moyenne à long terme de 1,5°C.

En outre, certains des impacts de 1,5°C mettraient beaucoup de temps à se manifester pleinement, même s'ils seraient déjà engagés au moment où les températures atteindraient ce niveau.

L'élévation du niveau de la mer, par exemple, prend des décennies, des siècles ou même des millénaires pour réagir pleinement au réchauffement, car les glaciers et les calottes glaciaires ne fondent pas instantanément - ils mettent du temps à fondre et à libérer leur eau dans les océans. Il faut également du temps pour que la chaleur pénètre dans les profondeurs de l'océan et y provoque l'expansion de l'eau.

Cela signifie que les zones côtières de faible altitude et les petits États insulaires continueront à être exposés à des risques croissants d'inondations côtières, même si le réchauffement climatique est stabilisé à 1,5 °C. Tout cela souligne à quel point il est vital de stopper le réchauffement.

En quoi cela est-il important ?

Il est important d'éviter les idées fausses sur la signification de 1,5°C et de ses impacts car cela pourrait conduire à l'autosatisfaction lorsque ce niveau est temporairement atteint pour la première fois et que des impacts majeurs et catastrophiques ne se produisent pas.

L'absence d'impacts climatiques immédiats ne doit pas être utilisée pour prétendre que 1,5°C est bénin et que tout cela n'est qu'un tapage pour rien. De telles affirmations seraient fallacieuses et ne reflèteraient pas ce que la science a réellement dit. Une hausse de 1,5°C devrait entraîner des risques et des impacts majeurs à long terme, mais pas dès que le seuil sera franchi.

Une autre raison est que les limites de Paris sont destinées à motiver l'action, mais si l'on pense à tort qu'elles sont sur le point d'être franchies et qu'une catastrophe immédiate en résultera, cela pourrait avoir l'effet inverse. Le "catastrophisme" - l'opinion selon laquelle il est maintenant trop tard pour éviter un changement climatique catastrophique - peut être considéré comme l'un des "discours du retard". Il pourrait en fait entraver l'action en faveur du climat plutôt que de la motiver.

Le rapport spécial du GIEC a montré qu'il est extrêmement difficile de limiter le réchauffement climatique à 1,5°C et qu'il faut commencer immédiatement à réduire très fortement les émissions de gaz à effet de serre. C'était il y a près de deux ans et, malgré des réductions temporaires des émissions au cours de la première partie de cette année en raison du verrouillage mondial des coronavirus, le CO₂ continue de s'accumuler dans l'atmosphère.

Les politiques mondiales actuelles mettent encore le réchauffement climatique sur la bonne voie pour atteindre entre 2 et 4 °C d'ici 2100, voire plus si les rétroactions du cycle du carbone sont fortes.

La probabilité que le réchauffement climatique dépasse 1,5 °C augmente chaque année. Mais c'est parce que les émissions mondiales ne sont pas encore en baisse, et non parce que les prévisions ont changé.

Ainsi, si les prévisions quinquennales de l'OMM n'avancent pas la date prévue pour le réchauffement de 1,5 °C, elles montrent clairement à quel point nous sommes proches de cette limite et que la réalisation des objectifs de l'accord de Paris risque réellement d'être hors d'atteinte.

La pénurie de pétrole brut commence à se faire sentir sur les principaux marchés

Par Alex Kimani - jul 09, 2020 OilPrice.com



Le mois dernier, l'OPEP et ses alliés non-OPEP, connus sous le nom d'OPEP+, ont convenu de prolonger leurs réductions de production importantes jusqu'en juillet afin de rééquilibrer les marchés surapprovisionnés face à la demande frappée par la pandémie. Ces réductions étaient censées réduire les marchés d'environ 10 %, la baisse de juillet s'élevant à 9,6 millions de bpsj.

Mais aujourd'hui, certains signes montrent que le pendule a pu aller un peu trop loin, les marchés commençant à connaître des pénuries de brut de qualité.

De plus en plus de signes indiquent que les marchés sont sous-approvisionnés en Oural et en Arab Light grâce à la poursuite de réductions de production importantes ainsi qu'à un rebond de la demande de la part de clients clés tels que la Chine et l'Asie du Nord.

Le prix de l'Oural, la qualité phare de la Russie, a atteint des primes record par rapport au brut de référence Brent, changeant brièvement de mains à 2,40 dollars le baril au-dessus du Brent daté la semaine dernière pour refléter la sous-approvisionnement.

Cela marque un revirement important par rapport au rabais de plus de 4,50 dollars le baril enregistré en avril. L'Oural, destiné à être livré à Rotterdam, le principal centre de raffinage de pétrole du nord-ouest de l'Europe, se vendait à un prix supérieur de 1,90 \$ à la fin du mois de juin, égalant ainsi un précédent record. Cela signifie en fait que le baril de Rotterdam se vendait à environ 45 dollars, ce qui est loin des 15 dollars qu'il valait au début du mois d'avril.



Les marchés pétroliers en retard

Une tendance similaire est observée pour d'autres qualités de brut acide, qui commandent des prix plus élevés même si la demande mondiale de pétrole reste inférieure de 10 % aux niveaux normaux.

Dans des circonstances ordinaires, le brut moyennement acide que l'Arabie saoudite et ses partenaires de l'OPEP pompent est généralement moins cher que le brut léger non corrosif à plus faible teneur en soufre. Cependant, l'OPEP, qui pompe principalement du brut moyennement acide, a réduit considérablement sa production, qui est à son plus bas niveau depuis 1991. En outre, l'Iran et le Venezuela, qui fournissent également du brut acide moyen et lourd, ont tous deux vu leur production fortement réduite en raison des sanctions américaines ainsi que d'un manque d'investissement.

En conséquence, Saudi Aramco a pu augmenter le prix du brut qu'elle vend aux raffineurs pendant trois mois d'affilée. Et maintenant, pour la toute première fois, Aramco vend son brut le plus dense, connu sous le nom d'Arab Heavy, au même prix que son produit phare, l'Arab Light, ce qui indique clairement une forte demande pour les qualités acides mi-lourdes. Dans des circonstances normales, l'Arab Heavy se vend avec un rabais de 2 à 6 dollars le baril par rapport à l'Arab Light.

Pour rendre les choses encore plus intéressantes, le brut acide mi-lourd à livraison immédiate impose des primes aux contrats à terme, une situation connue sous le nom de "backwardation". Il s'agit d'un changement de cap par rapport à la situation d'il y a seulement deux mois et demi, lorsque les marchés pétroliers étaient dans un profond contango, ce qui signifie que les contrats à terme se vendaient à une forte prime par rapport aux contrats à court terme.



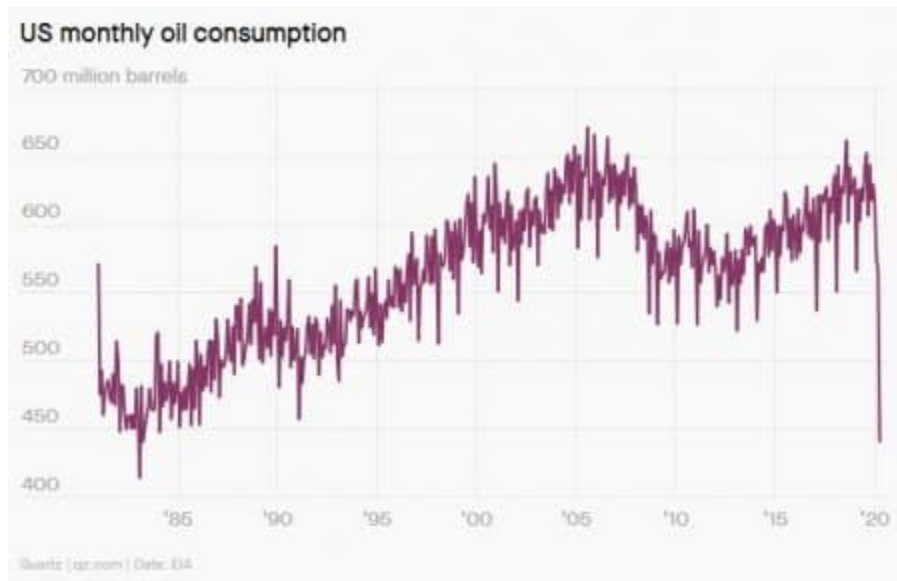
Les réductions de production fonctionnent

Les données du CME montrent que les contrats à terme sur le pétrole en général commencent à flirter avec le retard de paiement - un signe positif pour les marchés du pétrole. En mai, les marchés étaient en super-contangue, les contrats à terme pour livraison en juin se négociant à la moitié seulement de la valeur des contrats à terme de janvier 2021 ; la situation est bien moins dramatique avec les contrats à terme pour livraison en août qui se négocient à 40,90 \$/baril contre 41,54 \$ pour les contrats à terme de janvier 2021.

Ces données sont des signes encourageants qui montrent que les membres de l'OPEP+ pourraient bien tenir leurs engagements. Le mois dernier, l'Arabie Saoudite et la Russie ont averti les membres du cartel qu'il n'y avait aucune possibilité de non-conformité après que la conformité en mai ait atteint seulement 74% des réductions convenues. En particulier, l'Irak n'a réduit que de 38 % les réductions promises, tandis que le Nigeria a fait encore pire, en ne réduisant que de 19 % ses engagements. Cela dit, on ne peut pas non plus surestimer l'importance des réductions spectaculaires opérées par les producteurs américains. En mai, Reuters a rapporté que les producteurs nord-américains étaient sur le point de réduire de 1,7 million de barils par jour d'ici la fin juin, le secrétaire américain à l'énergie Dan Brouillette estimant que la production américaine diminuerait de 2 à 3 millions de barils par jour d'ici la fin de l'année.

Mais surtout, les dernières tendances du prix du pétrole confirment que, effectivement, les réductions de production fonctionnent comme prévu en contribuant à rééquilibrer les marchés.

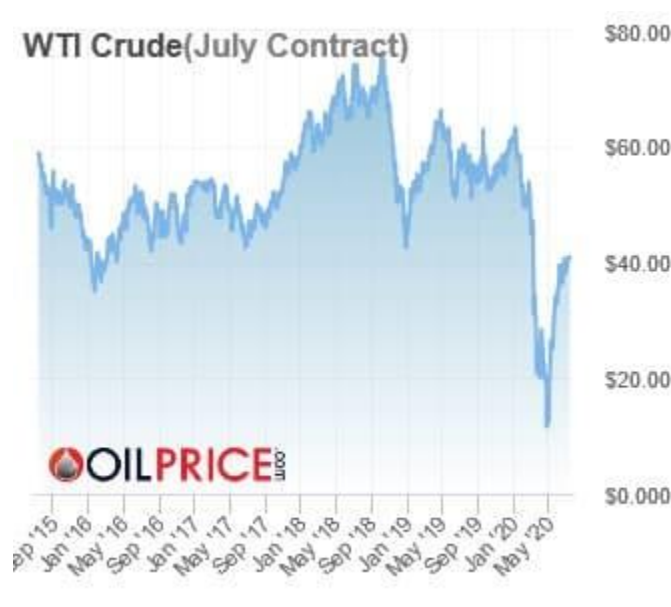
La pandémie de coronavirus a fait chuter la demande mondiale de pétrole d'un cran, la consommation américaine étant tombée à des niveaux jamais vus depuis près de quatre décennies. La production mondiale de pétrole ayant atteint des niveaux records, l'offre a rapidement dépassé la demande, ce qui a entraîné une grave pénurie de stockage qui a déclenché l'effondrement historique des prix du pétrole en territoire négatif.



Source : Quartz

Les prix du pétrole se sont redressés depuis, mais restent très éloignés du niveau de 60 dollars le baril qu'ils avaient atteint en décembre dernier. Le prix actuel du pétrole de ~40\$/b pourrait se situer autour du seuil de rentabilité dont la Russie a besoin pour équilibrer ses comptes, mais il est loin d'être satisfaisant pour l'Arabie Saoudite, qui a besoin de ~80/b ou pour la majorité des producteurs de schiste américains qui ont besoin de 50 à 55\$ par baril pour atteindre le seuil de rentabilité.

Le niveau actuel des réductions devant expirer à la fin du mois de juillet, il sera intéressant de voir si "l'OPEP+ est jusqu'à ce que la mort nous sépare", comme le disait si bien le prince Abdulaziz il y a un mois.



Pédale Alfred pédale



Projet Pedal Power : pédaler pour produire de l'électricité

Transition énergétique, ces vérités qui dérangent. 2ème édition

Raisonnements façon Janco :

"En pédalant 150 heures par mois, un temps de travail « normal » en France , un salarié fournissant 80 W en moyenne produirait environ $150 \times 80 = 12\,000$ Wh = 12 kWh, soit à peine plus qu'un litre d'essence que nous payons moins de 1,5 € en 2020 !"

"Faire pédaler un humain payé 1 500 €/mois (ce qui est insuffisant avec les charges) pour produire 12 kWh/mois avec un système sans pertes amènerait le prix du kWh à plus de 125 €, soit environ 1 000 fois le prix de l'électricité ou de l'essence !"

"Pensez-y la prochaine fois que vous ferez le plein de carburant : votre réservoir de 50 litres représente plus de 40 mois de travail d'un être humain !"

Fournir seulement 4 € de nourriture quotidienne à un esclave fournissant 100 W durant 10 heures chaque jour (harassant), soit 1 kWh chaque jour, amènerait le prix du kWh à 4 €, soit environ 27 fois le prix du kWh électrique !"

L'Erika, l'autre pollution du pétrole

Sylvain Rakotoarison 9 décembre 2019

« C'est donc bien l'insuffisance d'entretien et corrélativement le développement rapide de la corrosion qui sont à l'origine de l'affaiblissement de la structure de la tranche 2 de l'Erika, affaiblissement qui s'est traduit par des ruptures en chaîne jusqu'à la ruine totale de l'ensemble. Ce facteur est déterminant, au point

de pouvoir considérer les autres facteurs comme relativement secondaires. En bref, l'état du navire et sa dégradation rapide dans les dernières heures ont été tels que rien ne permettait d'éviter la catastrophe. » (Rapport de Georges Touret et Jean-Louis Guibert, janvier 2000).



Il y a vingt ans, le 12 décembre 1999, le pétrolier [Erika](#) a fait naufrage au large de la Bretagne dans le golfe de Gascogne. Le bateau s'est cassé en deux. À l'intérieur, 30 884 tonnes de fioul provenant de Dunkerque et allant vers Livourne, en Italie. C'était la société française [Total](#) qui avait affrété le navire pour honorer son contrat avec la société italienne Enel qui a besoin de pétrole pour produire son électricité.

Ces quelques mots donnent peu la mesure de la réalité.

Il y a l'émotion, celle de voir 400 kilomètres de côtes polluées par 18 000 tonnes de pétrole (et une dizaine de tonnes de produits cancérogènes), du Finistère à la Charente-Maritime. Des centaines de milliers d'oiseaux sont morts de cette pollution. 250 000 tonnes de déchets ont été dégagées des plages. Je connais bien la très belle Presqu'île guérandaise et apprendre que les plages de Pornichet, de La Baule, de Batz-sur-mer, du Croisic, de La Turballe, de Piriac, et aussi les îles d'Houat et d'Hoëdic, étaient souillées avait de quoi donner la nausée. Le sentiment d'un grand gâchis.

Il y a aussi la réflexion sur l'énergie. Toute énergie pollue nécessairement. Mais savoir qu'on produit de l'électricité avec du pétrole, c'est une sorte de double pollution, celle de produire du CO₂ qui, par effet négligeable ou pas, a une action sur le changement climatique, et celle de mettre en danger les mers et les côtes pour transporter cette matière première désastreuse. On ne dira jamais assez que l'énergie nucléaire est celle qui a coûté à l'humanité et à la planète, jusqu'à maintenant, et malgré deux catastrophes majeures ([Tchernobyl](#) et [Fukushima](#)), le moins de vies humaines et le moins de pollution environnementale.

Le problème de l'Erika, c'était l'état du navire. Doublement : "l'état-civil", si j'ose écrire, et l'état physique. "L'état-civil" rendait son historique particulièrement flou : construit en 1975 au Japon, il a eu neuf noms, sous dix armateurs différents, sous quatre pavillons différents (japonais, panaméen, libérien, et enfin, maltais). La société de classification et le gestionnaire nautique ont aussi fréquemment changé. L'état physique enfin, puisque dès le 14 février 1998, la société de classification évoquait un état de délabrement.

Après quelques réparations, l'Erika est quand même parti remplir sa mission le 7 décembre 1999 à Dunkerque. La traversée de la Manche et de l'océan Atlantique fut difficile à cause des circonstances météorologiques (forts vents, mer très agitée, creux de quatre à six mètres, etc.). Au large de Saint-Nazaire, le 11 décembre 1999, le bateau a lancé un appel de détresse. Plusieurs fissures de plusieurs mètres sont apparues. Le navire a voulu se réfugier au port de Saint-Nazaire (le plus proche) mais ce dernier a refusé quand il a su qu'il y avait des fissures et une fuite de fioul (en raison de l'embouchure de la Loire). Il fut alors demandé de se diriger vers Brest mais en détresse, l'Erika a toutefois tenté de poursuivre vers Saint-Nazaire. Dans la nuit du 11 au 12 décembre 1999,

le bateau s'est plié et vers 11 heures, l'équipage de vingt-six personnes a été complètement évacué par hélitreuillage au cours d'une manœuvre délicate (le commandant a quitté son navire le dernier).

Un remorqueur a tenté d'éloigner des côtes la partie arrière de l'Erika qui finalement a coulé le 14 décembre 1999 à cent vingt mètres de fond à 70 kilomètres de Penmarc'h. La partie avant a coulé quelques heures auparavant à une dizaine de kilomètres de l'autre morceau. Les premières couches de mazout sont arrivées sur les côtes du Finistère le 23 décembre 1999, puis des îles de Groix et de Belle-Île, du Morbihan (Guidel, Ploemeur, Larmor-Plage, la Presqu'île de Rhuys, etc.) le 25 décembre 1999 (sinistre cadeau de Noël), puis de Loire-Atlantique le 26 décembre 1999 (la grande tempête du 26 décembre 1999 est venue renforcer l'évolution de la nappe), de la Vendée le 27 décembre 1999, et de la Charente-Maritime le 31 décembre 1999 (sinistre cadeau de Nouvel An).

Prenant des vacances à La Réunion lors du début de la marée noire, la Ministre écologiste de l'Environnement Dominique Voynet a mis longtemps avant de se décider à les interrompre et à venir sur les lieux du drame. À tous les habitants du littoral atlantique et à ceux qui appréciaient tant ces endroits, elle n'a pas su communiquer la compassion que la catastrophe écologique pouvait inspirer, en minimisant le 25 décembre 1999 au soir sur France 2, d'une manière assez technocratique : « *Ce n'est pas la catastrophe écologique du siècle (...). Au Venezuela, il y a eu au moins 25 000 morts.* ».



Si elle avait raison d'un point de vue factuel ([l'Amoco Cadiz](#), qui était dans tous les esprits à l'époque, avait déversé 230 000 tonnes de mazout le 16 mars 1978), elle avait montré son manque de sens politique et une froideur qui pouvait étonner pour une militante écologiste qui, en plus, était aux responsabilités nationales en charge de la protection de l'environnement dans le gouvernement. Il en est resté que la dame préférait rester en vacances au chaud, loin des populations qui devaient face à ce drame qui a duré plusieurs années.

Tous les protecteurs de l'environnement et tous les professionnels du tourisme se sont mobilisés, les uns pour sauvegarder le littoral souillé, les autres pour tenter de préserver la saison estivale en 2000. Le pompage des

parties coulées s'est achevé le 5 septembre 2000 après avoir remonté 11 235 tonnes de fioul.

En janvier 2000, Georges Touret, administrateur général des Affaires maritimes, et Jean-Louis Guibert, secrétaire général de l'Institut français de navigation, ont remis au gouvernement leur rapport qui a mis hors de cause, dans la responsabilité du naufrage, le commandant et l'équipage, qui étaient expérimentés et compétents, hors de cause aussi l'état de la mer qui, certes agité, était ordinaire pour cette saison. La société de classification avait recommandé aux autorités maritimes maltaises en août 1999 de retirer à l'Erika une certification de sécurité (ce qu'elles n'ont pas fait par manque de moyen). Le rapport n'a pas su établir la véritable identité du propriétaire de l'Erika en raison de sociétés intermédiaires opaques coquilles vides, et a considéré que l'état très mauvais du navire fut la principale cause du naufrage.

Le procès a commencé le 12 février 2007, quelques semaines avant l'élection présidentielle de 2007, et deux des trois personnalités politiques qui furent impliquées dans ce drame, étaient candidates à cette élection présidentielle : Philippe de Villiers (président du conseil général de Vendée) et Dominique Voynet (ancienne ministre), la troisième personnalité était l'avocate et ancienne Ministre de l'Environnement [Corinne Lepage](#) (qui fut candidate à l'élection présidentielle de 2002). Le procès s'est achevé le 13 juin 2007.

Le verdict du tribunal correctionnel de Paris fut prononcé le 16 janvier 2008 en condamnant aux amendes maximales le groupe Total, la société de classification, l'armateur et le gestionnaire nautique. En outre, le tribunal a reconnu l'existence d'un "[préjudice écologique](#)" (ce qui était une première juridique en France). Le jugement a été confirmé en appel par la cour d'appel de Paris le 30 mars 2010, et par la Cour de cassation le 26 septembre 2012 : Total fut définitivement condamné à payer 170 millions d'euros et la société de classification 30 millions d'euros, mais le préjudice écologique avait parallèlement été estimé au milliard d'euros.

La catastrophe de l'Erika n'était pas la première catastrophe et hélas pas la dernière. Le naufrage, le 13 novembre 2002, du pétrolier Prestige sous pavillon des Bahamas, au large de la Galice, en Espagne, a engendré une marée noire de 63 000 tonnes de pétrole sur les côtes portugaises, espagnoles et françaises (1 900 kilomètres de côtes ont été touchés).

L'Union Européenne a durci la législation sur les transports maritimes de produits pétroliers avec des obligations d'inspection des navires plus fréquente et certaines dispositions techniques (ces mesures ont été adoptées entre 2000 et 2009).

Il y a encore de nombreuses marées noires partout dans le monde, l'une des plus récentes a eu lieu le 6 janvier 2018 où le MT Sanchi a déversé 136 000 tonnes de pétrole en Mer de Chine orientale, au large du Japon.

Néanmoins, il faut quand même reconnaître qu'il y a eu beaucoup de progrès. En trente ans, il y a beaucoup moins de marées noires dues au naufrage de pétroliers : au début des années 1970, il y a eu environ 1,4 million de tonnes de pétrole déversées annuellement dans la mer et au début des années 2000, seulement 300 000 tonnes avec pourtant un accroissement du tonnage annuel. En 2003, 2,2 milliards de tonnes d'hydrocarbures ont été transportées par voie maritime avec très bas taux de naufrage (13 pour 1 000 000).

Il n'en reste pas moins que si le pétrole est connu pour polluer l'atmosphère, il pollue également beaucoup la mer. Dans ce domaine, seule une réglementation plus sévère peut permettre d'éviter de nouvelles catastrophes écologiques, éliminer des tombeaux navigants, clarifier le nom réel des armateurs ainsi que leur responsabilité dans les inspections de sécurité. L'esprit de responsabilité ne suffit pas quand il y a des profits à faire. D'où l'urgence de réglementer à l'échelle mondiale pour en finir avec les pavillons de complaisance.



Greta Thunberg, Notre-Dame la Planète (en feu)

Sylvain Rakotoarison 29 juillet 2019

[Jean-Pierre : les solutions (encoooooore des solutions) que Greta Thunberg propose ne fonctionne absolument pas. Ce sont les fausses solutions proposées par le GIEC. Mais cela, Sylvain Rakotoarison ne vous l'expliquera pas.]

« Certaines personnes ont choisi de ne pas nous écouter. Ce n'est pas grave, après tout, nous ne sommes jamais que des enfants. Vous n'avez pas le devoir de nous écouter. En revanche, vous avez le devoir d'écouter les scientifiques. Et c'est tout ce que nous vous demandons : de vous unir derrière les scientifiques. » (Greta Thunberg, le 23 juillet 2019 à Paris).



Je veux revenir sur la venue de la jeune militante écologiste suédoise [Greta Thunberg](#) le 23 juillet 2019 à l'Assemblée Nationale, à Paris. Précisons d'abord que Greta Thunberg ne s'est pas exprimée à la tribune de l'hémicycle devant l'ensemble des députés, comme cela pourrait arriver pour quelques invités de marque (des officiels, etc.). Elle a "seulement" participé à un colloque organisé par une association parlementaire réunie Salle Victor-Hugo où elle est intervenue dans la matinée. Elle fut ensuite présente dans l'hémicycle l'après-midi, mais en haut, dans les bancs des visiteurs, pour assister à la séance des questions au gouvernement.

Précisons ensuite que je ne me sens pas du tout en accord politiquement avec Greta Thunberg. Elle a peur, je n'ai pas peur (même pas peur !), ou plutôt, je considère que la peur est un frein à l'action et à la décision. La peur est un outil de démagogie. Mais c'est un outil de démagogie pour les manipulateurs, pas pour les passionnés sincères. Or, Greta Thunberg est une passionnée sincère. Elle a réellement peur et elle veut la transmettre à la Terre entière pour que les gouvernements bougent. Mégalo, l'ado ? Probablement. Mais le souvenir très exact de ma propre adolescence me laissait également des tendances mégalomaniaques, c'est assez ordinaire à cet âge-là, on globalise un tantinet. Parler à la Terre entière, finalement, elle y arrive, invitée dans de nombreux hauts cénacles de la planète. Il fallait oser, elle a osé. Bravo à elle !

Avant d'évoquer son message, je veux en effet répéter l'expression de [mon admiration](#) pour Greta Thunberg. À l'évidence, elle est une personne exceptionnelle, c'est un fait, et elle est fascinante. Son évolution au fil de la maturité sera probablement suivie par de nombreux admirateurs ou au contraire, contempteurs. Cette observation sera passionnante et probablement associée à de la déception. La maturité risque de se heurter au contraignant principe de la réalité : restera-t-elle la [Petite Princesse](#) ou deviendra-t-elle une dame désabusée ?

Donc je suis très admiratif pour la personne mais très dubitatif pour sa démarche intellectuelle et politique. Elle ne laisse personne indifférent. Greta est une prophète, une voix crie dans le désert, elle est soit adulée, soit détestée. Ceux qui la dénigrent n'ont pas compris que leur détestation, qui peut prendre jusqu'au visage de la haine, ravis de trouver en une seule personne un symbole de tout ce qu'ils exècrent, nourrissent bien plus efficacement l'aura médiatique de Greta que ses admirateurs.

À l'évidence, pour beaucoup d'entre eux, dont la principale accusation est d'être manipulée, il y a une réelle forme de jalousie. Jalousie qu'elle soit capable, elle, à 16 ans, de prononcer des discours construits, intéressants et surtout, audacieux, devant de nombreuses personnalités qui comptent dans le monde. Pour eux, elle ne serait qu'un robot qui répéterait ce qu'on lui a donné à dire. Ceux-là se trompent. Il suffit de lire les témoignages de journalistes qui l'ont interviewée et qui ont été très étonnés par sa réactivité, sa capacité à répondre, à l'improviste, de manière construite, sans préparation. Elle se situe d'ailleurs là, mon admiration.

Greta manipulée ? Répétons que non ! Un commentateur d'un article de "L'Obs" sur elle expliquait synthétiquement le 25 juillet 2019 : « *Il suffit de la regarder cinq minutes répondre à des questions pour constater qu'elle n'annonce pas des textes dictés par d'autres : elle est claire, réactive, jeune et rapide. Et futée.* ». ».

Dans cet article de "L'Obs", publié le 23 juillet 2019, le psychanalyste Roland Gori a été interrogé et a trouvé la situation proche du conte d'Andersen "Les Habits neufs de l'empereur" : « *Dans ce conte, tous les adultes, par hypocrisie ou par conformisme social, se soumettent à une imposture. Les adultes ont appris à se soumettre à un ordre social et sont dès lors incapables de voir l'évidence, une vérité qui ne peut sortir que de la bouche d'un enfant. (...) Nous sommes prisonniers d'une vision du monde, d'une théologie qui est celle de la religion du marché. Dès lors, nous sommes incapables d'accueillir les soucis humanistes, romantiques et politiques que porte la voix de l'enfance. Or aujourd'hui, c'est cette voix qui donne poétiquement et romantiquement le monde qui peut nous sauver. (...) Dans une société de la force et de la performance, on oublie l'essentiel : la vérité de l'enfant.* ». ».

Greta un robot ? Regardez son petit sourire en coin pour provoquer les parlementaires qui étaient en face d'elle. Bien sûr qu'elle est de chair et de sentiments, qu'elle n'est pas une simple boîte vocale. Elle a au contraire des tripes, il en faut pour provoquer ainsi quand on n'est rien, qu'on n'a aucun diplôme, aucune formation, aucune expérience. Il faut être quasi-inconscient sinon seulement imprudent, de s'engager publiquement si définitivement, avec des images dont on sait qu'elles resteront toute son existence, pendant des décennies, qu'une image publique sera déjà collée au corps et au nom à la moindre démarche nouvelle, ne serait-ce qu'à une recherche d'emploi.



Face à quelqu'un d'aussi exceptionnel, d'ailleurs, il n'y a que deux attitudes à avoir, sinon l'indifférence : l'admiration ou la jalousie. Les deux sentiments peuvent même coexister en même temps. Cette jalousie, la France en est malade. On est jaloux de tout, de tout le monde. On croit que le voisin est mieux servi que soi (l'herbe est plus verte, l'assiette est plus garnie). Les autres ont une meilleure retraite. Et surtout, on ne supporte pas la richesse de ceux qui ont réussi et qui ont gagné en toute légalité leur argent. On ne supporte pas la réussite. On ne supporte pas le luxe. On ne supporte pas le [homard géant](#) ...sauf si on fait partie des convives. J'écris "on" mais heureusement, ce n'est pas tout le monde.

Et puis, en regardant cette matinée de colloque dans une salle de travail de l'Assemblée Nationale, je me suis aperçu que la jalousie n'était peut-être pas le seul moteur de ceux qui dénigrent Greta Thunberg. J'imagine que la plupart de ses contempteurs ne s'informent qu'avec un intermédiaire, sans regarder les sources originelles, qui, pour ce colloque, sont facilement accessibles sur LCP (La Chaîne parlementaire).

Or, après Greta, il y a eu d'autres adolescents qui sont intervenus, tout aussi intellectuels, denses, audacieux, provocateurs que Greta Thunberg, notamment une jeune lycéenne de Lorient (il me semble Chloé, mais je peux me tromper). Tous ne sont pas des génies, mais à leur âge, j'avais probablement déjà une même aptitude (et promptitude) à la construction intellectuelle, mais j'aurais été mort de trouille de m'adresser en public ainsi, surtout un tel public de parlementaires, de décideurs, j'étais beaucoup trop timide pour cela (heureusement, je me suis soigné !). Ces autres adolescents ont-ils été manipulés ? étaient-ils de simples robots répétiteurs ? Bien sûr que non. D'ailleurs, ils ont été choisis parfois par hasard, des hasards de la rencontre, et sont membres du mouvement Youth for Climate qui organise la grève scolaire des vendredis.

Ce ne sont pas des robots parce que leur parole est fraîche, nouvelle, elle n'a rien de la langue de bois, elle n'a rien de propos communs, convenus. Leur parole est-elle totalitaire ? C'est difficile de mettre cet adjectif avec ce nom. Ils sont des idéalistes, et si l'idéalisme peut conduire au totalitarisme (la perfection refuse la diversité du monde ; l'altérité, c'est un principe d'imperfection), il faut revenir à l'essentiel. Ces jeunes gens ne sont pas au pouvoir, ils n'ont même pas la prétention à vouloir l'être un jour. Ils ont pour rôle d'être (ce qu'on appelle aujourd'hui) des "lanceurs d'alertes", des aiguillons, des "pousse-à-agir". Pour eux, la pire réponse serait l'indifférence. En créant la polémique, ils se font connaître et c'est efficace car leur démarche de ne peut être prise qu'avec sympathie : ils n'ont rien à vendre, à part leurs très solides (et courageuses) convictions.

Sur le plan intellectuel et politique, même si je ne les rejoins pas sur le fond, il en faut, il est sain qu'ils existent. Il ne s'agit pas d'en faire des saints, mais d'en faire des porte-parole d'une jeunesse qui a peur. Car c'est là la réalité de ce mouvement : les jeunes, les adolescents, ceux qui ne sont pas encore entrés dans la vie active, ils

ont peur du devenir de la planète. Eux seront encore là en 2050, peut-être même en 2100. En 2050, on prévoit des températures de 50°C en France. Le 25 juillet 2019 à 16 heures 31, Paris a atteint un nouveau record de température avec 42,6°C. La multiplication des [épisodes caniculaires](#) n'est pas anodine et inquiète.

Ainsi, je me disais que les dénigreur de Greta Thunberg, qui n'ont pas vu qu'elle n'était pas seule à agir ainsi, à avoir la même démarche civique et audacieuse, la jalousie seule n'était peut-être pas le seul moteur (pour dire vrai, on imagine mal un retraité, même aigri, jaloux d'une adolescente). Je crois qu'il y a un moteur encore plus puissant : celui de l'incompréhension d'une génération qui est très sensibilisée par le changement climatique.

C'est une génération qui n'a jamais vécu que dans ce message subliminal permanent émis par le Président [Jacques Chirac](#) le 2 septembre 2002 à Johannesburg : « *Notre maison brûle et nous regardons ailleurs.* ». Le sursaut du score non seulement de la liste écologiste mais aussi de la liste "animaliste" aux [dernières élections européennes](#) peut également refléter cette tendance, même s'il serait intéressant, pour le savoir, d'avoir une idée des tranches d'âge des électeurs de ces deux listes.

Les jeunes ont peur. Il y a une génération, ils avaient peur de ne pas s'insérer dans la vie active, de ne pas trouver un emploi, d'avoir mal choisi leurs études. Les jeunes d'aujourd'hui ont une peur encore plus globalisante. Ils pensent que la planète va se détériorer sous leurs yeux d'humains. Et cette peur les motive à aller crier auprès de ceux qui pourraient, selon eux, arrêter le désastre. Leur refuser la sincérité et l'autonomie de leur démarche, c'est ne pas comprendre cette génération à la peur nouvelle.

Sur le plan du "calendrier", deux remarques sont à faire également. Coïncidence heureuse ou malheureuse, la venue de Greta Thunberg à Paris a coïncidé avec le début d'une nouvelle canicule (la seconde de l'été) qui allait battre de nombreux records de température. Les plus complotistes pourraient même dire que l'adolescente a "commandité" la canicule pour avoir plus d'argumentation face à ses interlocuteurs français !

Enfin, dans l'après-midi, les députés français ont ratifié le [CETA](#), l'accord commercial entre l'Union Européenne et le Canada. Insistons rapidement sur le sujet (j'y reviendrai peut-être, ou pas), très pollué, en France, par ce fond marxiste et anticapitaliste qui, par archéo-idéologie d'un courant politique révolu, refuse tout accord commercial (avec le vilain mot de libre-échange) alors qu'un accord commercial, au contraire, permet, oblige l'augmentation du niveau d'exigence pour les normes (notamment de santé publique et d'environnement).

S'il y a bien un pays parmi les leaders de [l'Accord de Paris](#), c'est bien le Canada (qui a des industries très polluantes), et surtout, son Premier Ministre Justin Trudeau est l'un des leaders les plus déterminés dans ce domaine. Le contraire de [Donald Trump](#) !

De plus, le CETA est déjà appliqué depuis plusieurs mois (rien d'antidémocratique puisqu'il y a ensuite ratification, mais l'Union Européenne a la délégation des États membres sur la politique commerciale, délégation voulue par tous les pays membres et cette volonté a été ratifiée par tous les parlements démocratiquement élus de ces pays membres). Le premier bilan a montré que, d'une part, cela réduisait la pollution (car les normes européennes sont plus exigeantes), et d'autre part, sur le plan économique, la France est globalement très bénéficiaire de cet accord (en revanche, certes, pas dans le secteur agroalimentaire).

Refermons la parenthèse du CETA dont le but était de ne voir aucune incohérence ni incompatibilité de voir certains députés LREM avoir invité et écouté Greta Thunberg le matin et avoir ratifié le CETA l'après-midi, et penchons-nous plutôt sur le message délivré par Greta Thunberg, message en anglais en espérant que cela ne choque pas ceux qui ne veulent que du français en France (meilleur moyen pour écarter de notre pays tous les non francophones).



Son intervention d'une vingtaine de minutes a été faite dans le cadre d'un colloque intitulé "Répondre à l'urgence climatique : regards croisés entre la jeunesse, les politiques et les scientifiques" à l'initiative du député Matthieu Orphelin (ex-LREM), proche de [Nicolas Hulot](#).

Je pense que la peur de Greta provient d'une lecture je dirais littérale du [rapport du GIEC \(à télécharger ici\)](#) publié le 8 octobre 2018. Elle le considère comme une parole d'Évangile ou même comme un Évangile et elle a la relation qu'ont les protestants avec les textes religieux, alors que les catholiques veulent surtout en retirer l'esprit (désolé si je simplifie trop et ce n'est surtout pas ici le sujet).

J'en donne pour preuve l'introduction assez percutante de l'intervention : *« J'ai une bonne nouvelle et une mauvaise nouvelle concernant l'urgence climatique. Je commence par la bonne nouvelle. Comme l'ont dit quelques personnes, le monde ne va pas arriver à sa fin d'ici à onze ans. En revanche, la mauvaise nouvelle, c'est que d'ici à 2030, si nous ne faisons rien, nous serons très vraisemblablement dans une position où nous aurons passé plusieurs points de basculement et nous ne serons plus en mesure de revenir en arrière sur le changement climatique. »*.

Ces propos montrent plusieurs choses. D'une part, sa peur que la Terre "s'écroule" de son vivant est bien réelle puisqu'elle pense rassurer son auditoire en disant qu'elle ne sera pas à sa fin en 2030. Qui, honnêtement, pourrait penser que la Terre se termine dans onze ans ? Peut-être elle ? D'où cette peur insupportable qui la pousse à militer, à parler au monde entier. D'autre part, elle croit que les suppositions émises par le rapport du GIEC (que je me garderais de remettre en cause en l'état actuel de mes connaissances) sont des faits scientifiques alors qu'elles ne sont que des spéculations.



J'apprécie beaucoup la considération qu'a Greta Thunberg pour les scientifiques. Ce sont pour elles, plus que les responsables politiques, des personnes essentielles dans la lutte contre les bouleversements climatiques. En clair, des alliés. Elle a raison car seule la science peut apporter des diagnostics et des pistes de solutions. Mais le moindre médecin pourra le dire : face à un patient, il faut d'abord établir un diagnostic, il est plus ou moins certain en fonction des pathologies, et l'expérience, la compétence et la veille du médecin comptent beaucoup sur la pertinence du diagnostic. Ensuite, la thérapie est une autre paire de manches. Face à une grave maladie, le traitement peut être incertain, et plus encore incertaines sont les réactions du patient à ce traitement. Tout n'est alors que prévision, pronostic, hypothèse, et donc spéculation. On n'est plus dans le champ du fait scientifique mais de la prévision plus ou moins pertinente.

Sauf si elle connaît un scientifique dans son entourage proche, il me semble que ce n'est pas le cas pour sa famille restreinte, Greta Thunberg me semble idéaliser le métier de scientifiques qui ne sont pas des devins mais des professionnels du doute. Pour rendre un résultat fiable, il faut qu'il soit reproductible, compris par des collègues, confirmé par d'autres. C'est un processus plein de doute qui, hélas, n'est pas dans le même tempo que le processus médiatique qui nécessite l'urgence. Greta Thunberg pourrait s'en sortir par une pirouette en rappelant l'urgence climatique (c'était le thème du colloque, comme les scientifiques en était un autre thème).

Quant au point de non-retour si l'on ne fait rien avant 2030, c'est une erreur de le penser ainsi : le monde est embarqué dans un processus irréversible. C'est déjà trop tard depuis longtemps... ou avant longtemps. Comment considérer sérieusement, à l'échelle planétaire, à l'échelle de plusieurs milliards d'années, que onze ans est une durée qui est rapport aux enjeux de la planète ? C'est assez naïf de le penser de la part d'une non scientifique. En revanche, ce que dit le rapport est plus qu'une alerte : il faut faire quelque chose. De là à prendre dans le sens littéral risque de discréditer l'ensemble du rapport, discréditer à mon sens injustement.

Ce fut ainsi que Greta Thunberg s'est servie de ce rapport, de quelques données scientifiques qui permettent d'asseoir son discours alarmiste. En ce sens, elle a raison. Il faut noter que la lecture de ce rapport est très ardue (je prévoyais d'en faire un compte-rendu, [peut-être un peu plus tard](#)), et donc, elle se sent dans l'obligation d'en faire la transmission : *« Pas une seule fois je n'ai entendu un politique, un journaliste ou un chef d'entreprise mentionner ces chiffres. C'est comme si vous ne saviez même pas que ces chiffres existent. C'est comme si vous n'aviez même pas lu le dernier rapport du GIEC sur lequel se fonde l'avenir de notre civilisation. Ou peut-être que vous n'êtes pas suffisamment mûrs pour accepter ce rapport ? »*.

Il y a dans ces propos une sorte de culpabilisation outrancière qui ne provient que de l'arrogance de la jeunesse. Bien évidemment que très peu de monde a lu ce rapport très compliqué à comprendre. La plupart des documents sont rarement lus intégralement par les citoyens au bout de la chaîne d'information même si, depuis

une vingtaine d'années, ils sont heureusement accessibles sur l'Internet. Le processus en général, c'est qu'il y a deux ou trois intermédiaires, médiateurs qui permettent de faire transmettre l'information. Or, pour le rapport du GIEC, on est entré dans une sorte de religion, il y a les croyants (les "alarmistes") et les athées (les "sceptiques"). On quitte le domaine de la raison et l'on entre dans le domaine de l'impression.

Cette culpabilisation est permanente dans la démarche de Greta Thunberg : *« Parce que vous avez ignoré les faits, parce que vous et pratiquement tous les médias jusqu'à aujourd'hui, continuent à ignorer ces chiffres, les gens ne savent pas ce qui est en train de se passer. Si vous respectez la science, respectez la science, tout est dit. Si vous comprenez la science, tout est dit. »*.

Messianique, Greta Thunberg s'est sentie obligée de défendre sa démarche face à ceux qui la dénigraient : *« Nous devenons les affreux, les affreux qui avons à dire ces choses très désagréables aux gens, car personne d'autre ne veut le faire, ou n'ose le faire. (...) Simplement parce que nous citons ces chiffres, des gens se moquent ou disent que nous racontons des mensonges. (...) Il n'y a pas de juste de milieu quand on parle de l'urgence climatique. »*.

Le discours de Greta Thunberg a donc pour but de réveiller les consciences. Mais est-ce efficace si, comme elle peut le supposer, on n'est pas assez "mûrs" pour accepter ce rapport ? Comme elle sait reprendre les informations pour impressionner, elle a ainsi lâché au milieu de son discours : *« Depuis que j'ai commencé à vous parler, le monde vient d'émettre près de 800 000 tonnes de CO₂. »*. Cela peut impressionner, mais sans données comparatives, cela ne parle pas beaucoup aux gens.

Culpabiliser, elle sait le faire surtout avec les décideurs politiques. En réponse à un journaliste : *« Je pense qu'aucun pays n'en fait assez. Je suis venu ici parce que j'ai été invitée et que c'était possible pour moi. Mais mon message est le même pour tous les Parlements, tous les Premiers Ministres, tous les Présidents. »*.

C'est propre à la jeunesse d'être "carré", "cassant", de ne jamais caresser dans le sens du poil, d'être arrogant intellectuellement, de se croire détenteur de la vérité absolue. Même ses sympathisants, elle les "engueule" : *« J'ai entendu beaucoup dire "merci, vous me donnez de l'espoir pour l'avenir". J'ai l'impression que vous n'avez pas bien compris ce que nous disons. Donc, plutôt que de louer ce que nous faisons, essayez, vous, de faire quelque chose ! »*. Avec une telle phrase, comment pourrait-elle être manipulée ? être un simple robot programmé qui parlerait ? En tout cas, son programmeur n'aurait pas les caractéristiques des conseillers en communication ordinaires qui lui auraient conseillé, au contraire, de flatter, broser dans le sens du poil, embellir, valoriser, écouter les interlocuteurs.

Il y a une réelle sagesse dans son discours : *« Je suis convaincue que le plus grand danger, ce n'est pas le fait d'être inactif. Le plus gros danger, c'est lorsque les entreprises, les politiques, font semblant d'agir alors que rien n'est fait, sauf de belles campagnes de communication. »*.

Greta Thunberg ne rend cependant pas seuls responsables de l'inaction les décideurs politiques et économiques, mais aussi les peuples entiers : *« J'aimerais également vous dire autre chose. Il est impossible de traiter une crise sans la traiter comme une véritable crise et sans comprendre toutes ses dimensions. Vous ne pouvez laisser les responsabilités aux personnes, aux politiques, au marché. Tout le monde doit être inclus et doit lutter en même temps. »*.

J'adhère à cette idée de la responsabilité de chacun. Chaque citoyen est un consommateur, est un voyageur, est un électeur, est un contribuable. À chacun d'agir pour faire pression sur la vie, sur la société, sur les emplois, sur l'environnement. Il ne faut pas s'étonner (ni pleurer) s'il n'y a plus d'emploi alors que l'on achète parallèlement des services à très bas prix. Que chacun, avant tout, respecte dans ses actes les idées auxquelles il croit, ce sera déjà une grande avancée dans la cohérence des foules.

Quant à Greta, qu'elle continue à être le poil à gratter de la classe politique mondiale, les peuples en ont besoin et ce sera salubre pour la planète !...

Post-covid, le tourisme de masse à la peine

Michel Sourrouille 10 juillet 2020 / Par [biosphere](#)

Rares sont les intellectuels qui pensent du mal du tourisme, [Bernard Duterme](#), coordinateur du livre « *La Domination touristique* » est l'un d'entre eux :

*« Fort d'un taux de croissance annuel moyen de 4 % à 5 % depuis plus de sept décennies et de 1 700 milliards de dollars de recettes en 2019, le tourisme devrait enregistrer en 2020 une chute abyssale. C'est pourtant un secteur central de l'économie globale, 10 % du produit mondial brut et de l'emploi, premier poste du commerce international. Qui pouvait croire l'espace d'un instant que les choses allaient changer ? Qui a pu penser sérieusement que la sortie de l'abstinence touristique post-pandémie allait jeter les bases d'un grand marché du dépaysement « juste et durable » ? L'homo turisticus, assigné à résidence depuis le mois de mars, peut enfin replonger dans les délices de la mobilité de plaisance. En cela, il demeure un « privilégié » – 7 % seulement de l'humanité ont accès au tourisme international –, mais il n'en a cure. On aurait aimé que l'OMT (organisation mondiale du tourisme) saisisse l'occasion pour donner corps à ses propres intentions de « transformer le tourisme mondial et la manière dont il est pratiqué pour le rendre socialement, économiquement et écologiquement durable ». Hélas le business as usual ne souffre aucune inflexion régulatrice. L'OMT le répète aujourd'hui à l'envie : pour récupérer aussi vite que possible son rôle de « moteur de croissance », de « vecteur de développement », de « pourvoyeur d'emplois » et de « trait d'union entre les peuples », le tourisme a besoin du « soutien des gouvernements », mais certainement pas de nouvelles « entraves » qui porteraient « atteinte à sa compétitivité ». Tant pis si sa généralisation, dans ses formes actuelles, est écologiquement impossible... »**

Bernard Duterme nous donne ainsi le point de vue des écologistes. Tapez « [tourisme](#) » sur le moteur de recherche de notre blog biosphere, et vous saurez tout le mal qu'on doit penser de cette activité dévoyée du voyageur. Les [commentateurs sur lemonde.fr](#) confirment :

Bv34 : Malheureusement, tout ça n'est que trop vrai. J'ajouterais une dernière tare à ce tourisme de masse. Le remplacement de la culture par le divertissement. Les espaces touristiques sont de plus en plus sommés d'être des parcs d'attractions (et de consommation, of course).

Frog : Et il y a beaucoup de gens âgés parmi ceux qui ont recours au tourisme le plus polluant. J'ai pour ma part quelques petits motifs d'espoirs, car même avec tout l'argent du monde (que les Etats n'ont pas), le secteur le plus international devrait tout de même être sinistré pour longtemps après la pandémie.

Michel SOURROUILLE : Le touriste qui se hâte de rentrer chez lui est toujours resté étranger à ses lieux de séjour successifs et aux populations rencontrées : il se contente de remplir un album de souvenirs personnels après avoir parasité une vie sociale ou un lieu de rêve. Pour économiser la Biosphère et épargner ses communautés, vous devez au contraire rester des voyageurs immobiles, il y a suffisamment de moyens de communication pour faire le tour du monde dans son fauteuil, il y a suffisamment de richesses relationnelles et naturelles près de chez vous pour ne pas avoir besoin d'autre chose. **Touristes de tous les pays, unissez-vous, restez chez vous.**

** LE MONDE du juillet 2020: Tourisme : Le redémarrage dans "le monde d'après" s'opère selon la même logique que celle qui prévalait dans "le monde d'avant"*

LE BAL DES MORTS VIVANTS

9 Juillet 2020 , Rédigé par Patrick REYMOND

Suivant la très très connue [formule consacrée](#), le commerce doit se "réinventer". Dieu sait si cette formule est idiote.

De fait, on fait des prévisionnels en fonction d'un scénario économique "réaliste". C'est à dire en tenant compte des données à un moment précis. Mais les données ont changées, et pour le commerce, une des principales, ce sont les loyers.

Partout dans le monde les loyers des centres commerciaux, des boutiques, grèvent les budgets, et on n'achète pas une baguette, des chaussures ou des vêtements, mais de la [surface de location](#), tellement les loyers sont élevés, au contraire de 1945, période où ceux ci frôlaient le plus que symbolique.

Ces charges, oh combien fixes, ne sont pas négociables, tellement pas négociables que le commerce a disparu de centre-villes ou villages, qui ont été transformés en désert, avec le désavantage structurel, de ne pas ou mal accepter la voiture. D'une manière générale, d'ailleurs, le commerce de proximité sans voiture, ça n'existe plus.

Le commerce aussi, pâtit simplement d'une simple chose. de l'ineptie profonde de la politique gouvernementale. En effet, quand on se gargarise de "compétitivité", on parle de baisses de salaires, tout bonnement. Et quand il n'y a plus de jus, les dépenses non vitales sont les premières réduites.

POPULARITE ET BABIOLES...

[Bernard Tapie](#) a averti E. Macron, "Les gens ont envie de le tuer". Il est clair qu'il fait tout pour donner cet envie. Ses dernières fariboles sur les retraites sont emblématiques de sa volonté d'enc... tout le monde...

[Un autre populaire](#), c'est le 737 Max. Il est tellement populaire que tout le monde veut le garder. A terre.

[Pour Valérie Pécresse](#), on peut dire qu'elle a le sens du partage. Les franciliens voyagent, pendant que le reste de la France leur paie le billet. Sinon, il faudrait augmenter le tarif de 20 euros. Moi, je vois pas d'inconvénients à augmenter le tarif des franciliens. Il serait nécessaire que qui boit les verres, les paie.

Aux USA, la demande de pétrole chute, [ainsi que le raffinage](#).

[Aux USA](#) toujours, confirmation des nouvelles. La baisse de la consommation intérieure est masquée par un recours soutenu à l'exportation de produits raffinés.

Que des nouvelles énergétiques, tout ça. V. Pécresse révèle finalement que la zone économique d'IDF n'est pas rentable, Boeing se vautre dans une crise énergétique totale, aggravée par leur propre corruption. Tapie donne le résultat d'un constat. Les sacrifices énergétiques ne peuvent être acceptés que s'ils sont justes. Et là, ils ne le sont pas.

SECTION ÉCONOMIE



Automne 2020: Préparez-vous à la Grande Faillite !

Publié le 9 juillet 2020 à 22:07:27 / 6 commentaires / 1 797 vues

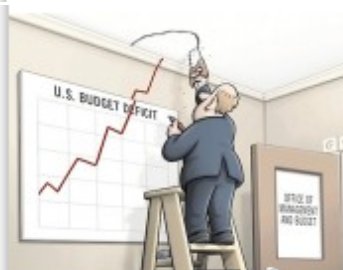
Automne 2020... préparez-vous à la Grande Faillite ! La France se prépare à une vague de licenciements et de faillites sans précédent La France va perdre « un... Lire la suite



La dette ne sera JAMAIS remboursée ! Les banques centrales ne maîtrisent strictement plus rien depuis 2008 au moins !

Publié le 9 juillet 2020 à 21:00:57 / 3 commentaires / 229 vues

Le grand entretien de Guy de La Fortelle de sur l'actualité économique du moment : crise économique, Christine Lagarde, marchés financiers... Les gouvernements... Lire la suite



Le déficit budgétaire des États-Unis multiplié par 100 en juin !!

Publié le 10 juillet 2020 à 14:00:50 / 2 commentaires / 63 vues

Le rapport du Bureau du budget du Congrès américain publié le 8 juillet a appris au monde entier, que le déficit budgétaire américain en juin 2020 est 100 fois plus... Lire la suite



Thomas Friedberger: « L'annulation de la dette serait potentiellement dangereuse ! »

Publié le 10 juillet 2020 à 14:30:19 / 1 commentaire / 59 vues

Le directeur général et co-directeur de l'investissement de Tikehau IM s'est exprimé sur la récente envolée de la dette, notamment française, et sur les... Lire la suite



Des marchés beaucoup trop euphoriques ?

Publié le 10 juillet 2020 à 09:00:32 / 1 commentaire / 256 vues

CAC40 à 4700 points, indices boursiers US qui tutoient leur record absolu : la crise est-elle déjà terminée pour les marchés ? Le point de vue de Laurens Lafont,... Lire la suite



Quand la bulle Tesla va-t-elle éclater ?... Avec Philippe Béchade

Publié le 9 juillet 2020 à 23:00:21 / 3 commentaires / 824 vues

Les chiffres sont fous et donnent le tournis : 220% de hausse pour le cours de l'action Tesla depuis le début de l'année, +500% en 1 an et +8000% en 10 ans. Une... Lire la suite



Covid-19: Impact économique

50 M

de personnes se retrouveront dans l'extrême pauvreté

BAD

Covid-19: L'Afrique en proie à une ÉNORME crise économique !

Publié le 9 juillet 2020 à 22:30:43 / 1 commentaire / 436 vues

50 Millions de personnes supplémentaires dans l'extrême pauvreté, 30 millions d'emplois perdus, l'Afrique n'est pas la plus touchée au niveau de cas, mais le... Lire la suite



168 milliards \$ de pertes au 1er trimestre 2020 pour le plus gros fonds de pension au monde, le japonais GPIF !

Publié le 9 juillet 2020 à 21:30:58 / 1 commentaire / 277 vues

168 milliards \$ de pertes au 1er trimestre 2020 pour le plus gros fonds de pension au monde, le japonais GPIF ! Japon: les ventes au détail ont plongé de -12,3% en Mai 2020... Lire la suite



A y est, C'est officiel ! Air France va supprimer 7 580 postes à l'horizon 2022 ! Pour les salariés, c'est un coup d'une violence Inouïe !!

Publié le 9 juillet 2020 à 22:00:25 / 2 commentaires / 309 vues

C'est un énorme coup dur que vivent les salariés d'Air France. D'ici 2022, l'entreprise va supprimer au total 7 580 postes. Transport aérien: le pire est à

venir... Lire la suite



La position créditrice de la Bundesbank bondit à près de 1000 milliards €. Un gouffre pour le reste de l'Europe. L'Euro risque-t-il d'exploser ?

Publié le 9 juillet 2020 à 17:30:20 / 3 commentaires / 640 vues

Depuis 2008, au sein du système interbancaire européen, la Bundesbank ne cesse d'accumuler des créances sur le sud de l'Europe. Ces dernières viennent

d'atteindre... Lire la suite



Stress: les séquelles du confinement

Publié le 9 juillet 2020 à 15:00:22 / 0 commentaire / 293 vues

Certains ont physiquement payé le confinement. Cette longue période si particulière a généré beaucoup de stress. USA: Une nouvelle vague de suicides sans précédent se... Lire la suite

Vous quittez maintenant FantasyLand : Les pertes seront assumées par quelqu'un

Charles Hugh Smith Jeudi 9 juillet 2020



*"Yes, the planet got destroyed.
But for a beautiful moment in time we
created a lot of value for shareholders."*

Lorsque la pyramide inversée s'effondrera, les effets seront non linéaires.

Vers la fin du mois de mars, nous sommes entrés dans un pays de fantaisie financière où tous les péchés et les excès de la financiarisation galopante allaient être lavés sans douleur. L'économie américaine dans son ensemble est une pyramide inversée de "valeur" du bilan et de dettes reposant sur une base de garanties de plus en plus réduite ; tout le monde serait remis sur pied dans le Financial FantasyLand de la Réserve fédérale. Vous quittez maintenant le FantasyLand : des billions de dollars de valeur fantôme ont déjà disparu, et ces pertes catastrophiques seront prises en charge par quelqu'un. La question est de savoir qui se chargera des surchaussures en béton. Qui verra ses bilans s'effondrer en chiffres négatifs, effaçant ainsi toute sa richesse fantôme ?

Tout le monde a été ravi de suspendre la réalité et d'entretenir le fantasme qu'il existait un moyen gratuit de renflouer les pêcheurs avides de la financiarisation : La Fed va simplement imprimer autant de billions que nécessaire pour que tout le monde soit entier. Comme il ne coûte rien à la Fed d'imprimer numériquement des billions sans fin, cette "solution" est complètement, totalement gratuite.

Quel incroyable moment de grâce : tous nos péchés sont lavés dans une rivière montante de l'argent imprimé par la Fed. Avec des billions sans fin disponibles, tout le monde peut être renfloué à jamais. Les garanties, les gains et les profits réels, rien de tout cela n'a d'importance. La grâce de la Fed est divine dans son expansion infinie. Cette évasion du karma, des conséquences et de la rétribution divine était aussi temporelle que le voyage à travers FantasyLand. La roue du karma a tourné, le Tao s'inverse, le banquet des conséquences asymétriques et non linéaires a été servi et les pouvoirs divins de la Fed se révéleront aussi délirants que la "valeur" et la "richesse" qui s'accumulent dans les bilans des 0,1% les plus importants.

Car il y a en fait un coût à l'impression numérique de billions pour renflouer tous les parasites prédateurs de la financiarisation. En d'autres termes, chaque dollar imprimé numériquement qui ne s'accompagne pas d'une augmentation de la capacité de production de l'économie, c'est-à-dire des moyens de produire des biens et des services avec moins de capital et moins d'heures de travail, n'est rien d'autre qu'une réduction cachée du pouvoir d'achat de chaque dollar existant.

L'idée que la Fed ou le Trésor peuvent imprimer des billions sans fin et qu'il n'y aura jamais de conséquences de cette fraude n'est rien d'autre qu'une superstition convaincante du Cargo Cult. Tout comme South Pacific Cargo Cults a peint des cadrans de radio sur des rochers pour communiquer son désir de voir revenir les cargaisons de cadeaux de l'Oncle Sam, le culte du cargo "nous pouvons imprimer notre chemin hors de tout problème" peint

des chiffres à faible inflation et des équations obscures sur des rochers et déclare que la magie fonctionnera : la Fed ou le Trésor peuvent imprimer autant de billions que nécessaire pour renflouer tous les pêcheurs avides, et il n'y aura jamais de conséquences - jamais, car les rochers peints ont des pouvoirs magiques.

Maintenant que nous quittons le Financial FantasyLand, une très dure leçon sur la non-linéarité est sur le point d'être apprise. En plus du fantasme "nous pouvons laver chaque péché avec des billions sans fin", il y a le fantasme de la linéarité dans les systèmes non linéaires et fragiles.

Le fantasme de la linéarité soutient qu'une baisse de 10 % des revenus, des bénéfices, des loyers perçus, etc. ne provoquera une baisse de 10 % que dans des parties isolées de l'économie. Les partisans de ce fantasme reconnaissent que la baisse de 10 % fera mal, mais seulement un peu, et bientôt, maman et papa (le Trésor et la Fed) appliqueront le pansement et tout cela disparaîtra.

Lorsque la pyramide inversée s'effondrera, les effets seront non linéaires : une baisse de 10 % peut déclencher des dominos qui finiront par générer une baisse de 90 % de la "valeur" et de la "richesse", car l'effondrement des garanties à une évaluation non fantaisiste fera imploser toutes les évaluations fantômes empilées sur des couches de "capital" fantôme de plus en plus fragiles et fantastiques.

Le fantasme de l'aristocratie néoféodale est que les pertes peuvent être transférées sans douleur aux serfs de la dette et à la paysannerie payant des impôts. Maman et Papa (le Trésor et la Fed) chargeront les générations futures de serfs de la dette et de paysans contribuables avec les pertes et la noblesse politico-financière verra sa fortune préservée. Merci, maman et papa ! Vous êtes géniaux !

L'aristocratie néoféodale oublie un fait terriblement gênant : les serviteurs de la dette et la paysannerie ne possèdent presque rien. L'effondrement non linéaire du capital fantôme aura des conséquences asymétriques : tous les "actifs" les plus susceptibles de tomber à zéro ne sont pas détenus par la paysannerie, mais par l'aristocratie néoféodale.

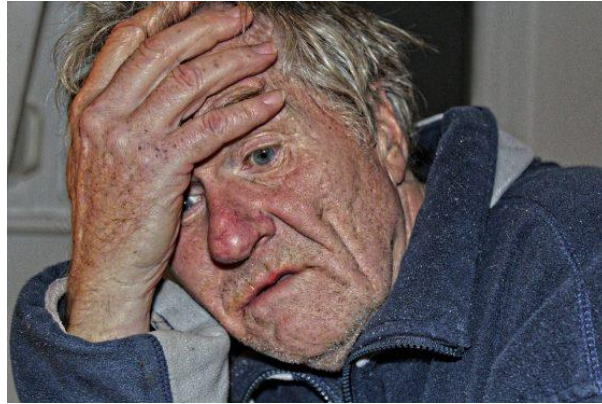
Maintenant que nous sortons de Financial FantasyLand, la réalité va s'immiscer. La Fed n'est pas divine et les péchés de la financiarisation prédatrice, parasitaire et exploitante seront payés en totalité. L'aristocratie néoféodale et les experts à l'orgueil débridé qui se moquent de l'idée qu'il y avait quelque chose au-delà du commandement de leurs billions de dollars vont découvrir que la voie du Tao est inversée, et leur foi enfantine en leurs propres pouvoirs pervers de façonner le monde à leur goût sera détruite en même temps que leur richesse fantôme.

Les pertes d'emplois, les faillites et les fermetures de magasins atteignent tous des niveaux apocalyptiques alors que l'effondrement économique américain se poursuit

par Michael Snyder le 9 juillet 2020

Les quatre derniers mois ont été un cauchemar sans fin pour l'économie américaine. Les entreprises ferment à un rythme jamais vu auparavant dans l'histoire américaine, l'"apocalypse du commerce de détail" a atteint un niveau entièrement nouveau qu'aucun des experts n'avait prévu avant cette pandémie, et nous sommes au milieu de la plus forte hausse du chômage que les États-Unis aient jamais connue. Jeudi, nous avons appris que 1,3 million d'Américains supplémentaires ont déposé de nouvelles demandes d'allocations de chômage la semaine dernière, et ce chiffre dépasse maintenant le million depuis 16 semaines consécutives. Les choses étaient

censées "revenir à la normale" à l'heure actuelle, mais cela ne s'est pas produit. Au lieu de cela, nous continuons à assister à un tsunami de pertes d'emplois qui est absolument sans précédent dans l'histoire américaine.



Lorsque nous regardons les anciens pics de demandes de chômage, ils semblent presque risibles par rapport à ce que nous vivons actuellement...

Le total hebdomadaire antérieur le plus élevé pour les nouvelles demandes de chômage était de 695 000, en octobre 1982, selon les données du ministère du travail. Pendant la Grande Récession, le dernier ralentissement économique du pays, les demandes hebdomadaires ont atteint un pic de 665 000 en mars 2009.

Pour ceux qui ne sont pas assez âgés pour s'en souvenir, la récession du début des années 1980 et la récession de 2008 et 2009 ont toutes deux été très, très douloureuses.

Mais bien sûr, elles n'ont rien à voir avec cela.

Il est parfois difficile de croire que les chiffres sont devenus si mauvais. Selon Wolf Richter, le nombre de demandes continues qui ont été déposées la semaine dernière dans le cadre de tous les programmes de chômage des États et du gouvernement fédéral est le plus élevé que nous ayons jamais vu...

Le nombre total de personnes qui ont continué à demander des indemnités de chômage au cours de la semaine qui s'est terminée le 4 juillet dans le cadre de tous les programmes d'assurance chômage des États et de l'État fédéral, y compris les travailleurs de l'industrie du spectacle, a augmenté de 1,41 million de personnes, pour atteindre 32,92 millions (non corrigé des variations saisonnières), a indiqué ce matin le ministère du travail. Il s'agit du niveau le plus élevé et le plus déchirant jamais atteint.

Le nombre de personnes qui continuent à bénéficier de l'assurance chômage de l'État (colonnes bleues) a diminué, car plus de personnes ont retrouvé leur emploi que de nouveaux chômeurs ont inondé les systèmes de chômage de l'État. Mais le nombre de personnes qui demandent l'assurance chômage fédérale, y compris les travailleurs temporaires dans le cadre du programme d'assistance en cas de pandémie de chômage (PUA), continue d'augmenter (colonnes rouges), ce qui fait que le nombre total de personnes qui demandent des allocations de chômage dans le cadre de tous les programmes augmente.

Jusqu'à présent, les mesures d'urgence que le Congrès a mises en place pour aider les chômeurs ont certainement soulagé la douleur de millions et de millions de personnes qui ont perdu leur emploi, mais un certain nombre de ces mesures d'urgence sont sur le point d'expirer...

Plusieurs avantages ont été développés en mars pour aider à soulager les pressions financières sur les Américains pendant la pandémie de coronavirus. Celles-ci devraient prendre fin avant le 31 juillet, ce qui pourrait toucher 20 millions d'Américains, rapporte MarketWatch. La loi CARES, qui a été promulguée le 27 mars par le président Donald Trump, prévoyait des prestations telles que l'augmentation des allocations de chômage pour compléter les revenus perdus à la suite de licenciements. Elle comprend également une clause permettant de retarder les expulsions de 120 jours.

Bien sûr, le Congrès pourrait choisir d'étendre certains ou tous les éléments de la loi CARES, mais cela signifierait emprunter et dépenser des montagnes d'argent supplémentaires que nous n'avons pas actuellement.

En attendant, nous voyons des entreprises faire faillite à un rythme absolument stupéfiant.

Selon le Washington Post, plus de 100 000 entreprises ont fermé définitivement leurs portes pendant cette pandémie, et Bloomberg vient de publier un article sur 110 grandes entreprises qui ont fait faillite ici en 2020...

Les détaillants, les compagnies aériennes, les restaurants. Mais aussi des ligues sportives, une entreprise de cannabis et un archidiocèse en proie à des allégations d'abus sexuels. Ce sont quelques-unes des 110 entreprises qui ont fait faillite aux États-Unis cette année et qui ont blâmé Covid-19 en partie pour leur disparition.

Malheureusement, les annonces de faillites ne cessent d'arriver.

Cette semaine, nous avons appris que Brooks Brothers a demandé la protection de la loi sur les faillites...

La pandémie de coronavirus a désormais fait de l'un des plus anciens et des plus prestigieux détaillants du pays l'un des plus anciens et des plus prestigieux.

Brooks Brothers - pionnier du polo et de l'uniforme du préposé au polissage - s'est placé mercredi sous la protection du chapitre 11 de la loi sur les faillites contre ses créanciers, alors qu'il continue à chercher un acheteur.

Cela m'a particulièrement touché, car j'ai des chemises Brooks Brothers dans mon placard depuis que je suis jeune homme.

Ils ont toujours fabriqué d'excellents produits, et je pensais qu'ils seraient toujours là.

Bien sûr, beaucoup d'autres détaillants emblématiques sont également en difficulté. Il sera bientôt plus facile de nommer les grands détaillants qui fonctionnent encore avec succès que d'essayer de nommer les nombreux grands détaillants qui ont fait faillite.

Les fermetures de magasins se produisent rapidement et furieusement ces jours-ci, et cela ne devrait pas changer de sitôt. Starbucks vient d'annoncer la fermeture de 400 magasins, Dunkin' Donuts vient d'annoncer la fermeture de 450 magasins, et Bed Bath & Beyond a augmenté le nombre de magasins qu'il va fermer à environ 200...

Bed Bath & Beyond (BBBY) a annoncé mercredi qu'elle prévoit de fermer environ 200 magasins au cours des deux prochaines années.

La chaîne de magasins - qui exploite également Buybuy Baby, Christmas Tree Shops et Harmon Face Values - a déclaré qu'elle fermerait principalement les magasins Bed Bath & Beyond, à partir de la fin de l'année. L'annonce a été faite alors que la société a publié son rapport trimestriel sur les résultats mercredi.

Si vous n'êtes toujours pas convaincu que le secteur de la vente au détail est confronté à un cataclysme sans précédent, je pense que la liste suivante fera l'affaire.

Forbes a suivi les annonces de fermeture des principaux magasins en 2020, et leur liste a récemment été partagée par Zero Hedge...

Liste des fermetures de magasins de Forbes en 2020

Chuck E Cheese : 54 magasins américains (faillite)

Destination Maternité : 90 magasins (faillite)

GNC : 1 200 magasins (faillite)

J. Équipage : 54 magasins (faillite)

JCPenney JCP : 154 magasins (faillite)

K-Mart : 45 magasins (faillite)

Modell's Sporting Goods : 153 magasins (faillite)

Neiman Marcus (Last Call) : 20 magasins (faillite)

Papyrus : 254 magasins (faillite)

Pier 1 Imports PIR : 936 magasins (faillite)

Sears : 51 magasins (faillite)

Signet Jewelers SIG : 232 magasins

Magasins de théâtre : 738 magasins (en liquidation)

Mardi matin : 230 magasins (faillite)

AC Moore : 145 magasins

Meubles Art Van : 190 magasins

AT&T : 250 magasins

Bath & Body Works : 50 magasins

Bed Bath & Beyond : 44 magasins

Bloomingdale's : 1 magasin

Bose : 11 magasins

Chico : 100 magasins (estimation)

Children's Place : 200 magasins

Christopher Banks : 30-40 magasins

CVS Pharmacie : 22 magasins

Le tarif de la Terre : 50 magasins

Express : 66 histoires

Forever 21 : 15 magasins (estimation)

GameStop GME : 320 magasins

Écart : 230 magasins

Devine : 100 magasins

Poinçon : 16 magasins

Lord & Taylor : 30 ou 40 magasins

Lowe, c'est le Canada : 34 magasins

Lucky Market : 32 magasins

Macy's M : 125 magasins (sur 3 ans)

Microsoft : 77 magasins

New York & Co : 27 magasins

Nordstrom : 16 magasins

Office Depot : 90 magasins

Olympia Sports : 76 magasins

Ville de la fête : 21 magasins

Starbucks SBUX : 400 magasins (sur 18 mois)

Victoria's Secret : 250 magasins

Walgreen : 100 magasins (estimation)

Walmart : 2 magasins

Wilson Leather & G.H. Bass : 199 magasins

Zara : 1 000 magasins dans le monde (sur 2 ans)

Cette semaine, le nombre de nouveaux cas confirmés de COVID-19 a atteint le niveau le plus élevé que nous ayons jamais vu, ce qui signifie que la crainte de COVID-19 va continuer à paralyser l'activité économique aux États-Unis dans un avenir prévisible.

Cela signifie que beaucoup plus d'entreprises vont fermer leurs portes, qu'il y aura beaucoup plus de faillites et que des millions d'Américains vont perdre leur emploi.

Voilà à quoi ressemble un effondrement économique, et il ne fait que commencer.

Le déficit budgétaire des États-Unis multiplié par 100 en juin !!

Charles SANNAT Source: [insolentiae](#) Le 10 Juil 2020



Le rapport du Bureau du budget du Congrès américain publié le 8 juillet a appris au monde entier, que le déficit budgétaire américain en juin 2020 est 100 fois plus élevé que le même déficit américain, déjà important, il y a un an, en juin 2019 ! Oui, 100 fois.

En juin 2019 il était de 7.05 milliards d'euros, et aujourd'hui il est de 863 milliards de dollars ! Nous parlons d'un déficit mensuel. Juste pour le mois de juin. En avril ce n'était pas terrible, en mai, pas franchement génial, en juin ben... c'est costaud et en juillet nous verrons bien, mais vu ce qu'il se passe aux États-Unis, le déficit ne va pas franchement se transformer en excédents budgétaires. Bref, c'est la catastrophe et la planche à billets tourne à plein régime.

Le déficit budgétaire des États-Unis multiplié par 100 sur fond du Covid-19

Le déficit budgétaire américain en juin 2020 s'élève à 863 milliards de dollars, une somme 100 fois plus importante qu'en juin 2019, indique le rapport du Bureau du budget du Congrès américain publié le 8 juillet. Une situation qui s'explique par des dépenses accrues et des recettes réduites à cause de la crise du Covid-19.

Dans le contexte de la crise du Covid-19, la dette américaine ne cesse de s'alourdir. Ainsi, au cours des neuf premiers mois de l'année fiscale 2020 qui a débuté en octobre dernier, le déficit budgétaire américain, soit la différence entre les recettes et les dépenses de l'État, a augmenté de deux trillions de dollars (1,76 trillions d'euros) par rapport à la même période l'année dernière, informe le rapport du Bureau du budget du Congrès américain qui précise qu'il a atteint 2,7 trillions de dollars (2,1 trillions d'euros).

En juin, le déficit du budget des États-Unis a été multiplié par 100, passant de huit milliards de dollars (7,05 milliards d'euros) à 863 milliards (761 milliards d'euros) entre juin 2019 et juin 2020, détaille le document. Le déficit budgétaire de juin 2020 est comparable à celui de toute l'année 2019.

Dégringolade des recettes

Le mois de juin a été coûteux pour le Trésor américain dont les dépenses ont augmenté de 763 milliards de dollars (672 milliards d'euros) par rapport à juin 2019, dépassant ainsi la barre de 1.000 milliards. Trois milliards ont été dépensés dans le cadre du Coronavirus Relief Fund chargé de payer les subventions aux gouvernements locaux, tribaux, territoriaux et celles des États afin de compenser les dépenses liées à la pandémie, poursuit le rapport.

Dans le même temps, les recettes du pays ont dégringolé de 28% par rapport à l'année dernière. Ainsi, en juin 2020, les recettes s'élevaient à 242 milliards de dollars (213 milliards d'euros), soit 92 milliards (81 milliards d'euros) de moins qu'en juin 2019.

«Les recettes ont chuté pour plusieurs raisons: baisse des salaires et de l'activité économique en général, législation récemment adoptée et mesures prises par l'administration», explique le rapport.

Source agence russe [Sputnik.com](https://sputnik.com) [ici](#)

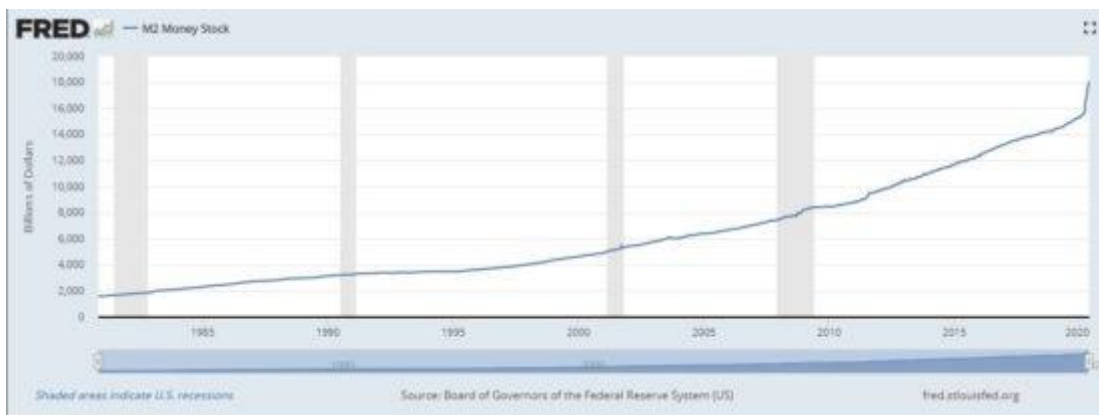
Inflation ou déflation ? La pandémie divise monétaristes et nouveaux keynésiens (Pritchard)

Source: or-argent.eu Le 10 Juil 2020



La Federal Reserve met de l'huile sur du petit bois sec, tout comme les autres banques centrales du G10. Il faudra simplement l'étincelle de la reprise post-coronavirus pour déclencher un **incendie inflationniste** des actifs. Il sera ensuite suivi par un bond de l'inflation des prix à la consommation en 2021 et au-delà, soit lorsque les effets à retardement de ces stimulations monétaires trouveront leur chemin dans l'économie. Il s'agit du verdict de plus en plus vocal que l'on peut entendre de la part de la fraternité monétariste des deux côtés de l'Atlantique. Il est en conflit avec l'establishment des **nouveaux keynésiens** qui sont responsables des politiques économiques de la plupart des pays de l'OCDE.

« Les banquiers centraux craignent la déflation. De mon côté, je crains que nous nous dirigeons vers une inflation à 2 chiffres, particulièrement aux États-Unis où l'augmentation de la masse monétaire a été la plus extrême », a déclaré le professeur **Tim Congdon**, de l'Institute of International Monetary Research. « Cela n'a rien à voir avec la période post 2008, lorsque le système bancaire était paralysé et que nous avons simplement besoin de QE pour empêcher la contraction de la masse monétaire. Je ne sais pas quelle sera la séquence des événements des trimestres à venir, mais l'histoire monétaire montre de façon écrasante que ces stimulations auront des conséquences inflationnistes », a-t-il ajouté. Simon Ward de Janus Henderson a déclaré que la hausse de l'épargne agit comme un ressort comprimé pour la consommation et les investissements. Il se déploiera sur l'économie lorsque la confiance reviendra.



« Enfin, l'Europe lance un plan pour la... voiture (allemande !!!) à hydrogène »

par [Charles Sannat](#) | 10 Juil 2020



Mes chères impertinentes, mes chers impertinents,

Lors d'un dîner avec des amis hier, nous rigolions de mes problèmes de fosse septique qui n'est pas conforme selon le service intercommunal de gestion de mes pipis-cacas.

Vous connaissez mon agacement terrible, non pas sur l'écologie en soi, j'aime trop la vie sous toutes ses formes pour ne pas parler écologie, je vous parle de l'écologie à la con, celle que l'on nous impose pour mieux nous imposer, l'écologie qui est menée par des Khmers verts insupportables et qui font, de vous à moi, n'importe quoi.

Pipis, cacas et crottes !

Je vais vous expliquer rapidement comment on m'emmerde avec mes pipis-cacas à moi, mais qu'on m'impose tous ceux des autres.

Nous autres à la campagne, nous avons souvent des fosses, qu'elles soient septiques ou toutes eaux, l'idée c'est que tout arrive dans une cuve, et cela risque de polluer la planète...

Pendant ce temps, dans les villes il y a le tout à l'égout.

Normal.

Donc les pipis-cacas des citadins partent dans des stations d'épuration qui épurent plus ou moins en fonctionnant comme une immense fosse... au bout du traitement, il y a de l'eau pas trop dégueu mais pas franchement potable qui part dans les rivières, fleuves et autres cours d'eau.

Mais il reste évidemment les boues. Les boues ce sont les déchets ultimes de vos pipis-cacas à tous.

Et on en fait quoi à votre avis de ces boues qui puent et bien crado ?

On va les épandre dans les champs partout en France.

Si, si, je vous assure.

Les agriculteurs ont tous leurs quotas de merde à étaler.

Je vous laisse imaginer le concentré de merde que ça fait, et on parle ici en millions de tonnes les amis.

Ce qui me conduit à cette écologie d'abrutis finis que je ne supporte plus.

« Ton pipi caca peut polluer les champs, mais l'agriculteur du coin va étaler dans tous les champs autour de ta maison tous les pipis-caca des citadins Franciliens ».

Ton pipi-caca est sale, mais les 500 tonnes de boues, ça c'est bien, c'est propre !!!

Ce qui m'amène à dire qu'ils aillent se faire foutre avec leur écologie à géométrie variable et à la con et je maintiens, qu'ils aillent sauver la planète un i-phone à la main et avec leur tout à l'égout dont personne ne se demande où arrivent les boues...

Ce qui, sans transition aucune me conduit (en voiture thermique et polluante) à une autre ânerie sans borne (pas Elisabeth l'ex mamamouchette au transports) à savoir la voiture électrique.

La voiture électrique est une énorme connerie, à peu près aussi grande que la conformité de ma fosse septique quand ils me foutent 15 000 tonnes de merde de parigots sous forme de boues dans les champs du coin, que l'on renvoie aux mêmes parigots sous forme de Kellogg's corn flakes en boîtes avec un gros « bio » dessus hahahahahahahahahahahahahahaha... Bon je m'égare. Mais notez que je n'en veux pas aux Parisiens j'en ai été un, non ce qui me pose problème c'est ma fosse non conforme, pas les 15 000 tonnes. Ce qui me pose problème c'est qu'on m'emmerde pour mes 250 kilos annuels de pipis cacas familiaux pour m'en épandre 15 000 tonnes... J'arrête là je suppose que vous avez compris le paradoxe que je dénonce, et j'espère que pour ceux qui lisent ces lignes au petit déjeuner, le café n'a pas été recraché !!

Voiture électrique versus voiture hydrogène !

Bref, entre les batteries polluantes, les bornes de recharge à installer, la consommation électrique nécessaire sous forme d'éolienne, on est vraiment pas rendu avec leur voiture à batterie. Et au final, nous avons un truc qui ne marche pas, ne fonctionne pas, et pollue encore plus avec un bilan écologique global désastreux.

Bon, évidemment, depuis fort longtemps, il y a une autre technologie qui est l'hydrogène et qui en plus permet d'alimenter des voitures puissantes et de leur donner de l'autonomie.

Ceux qui travaillent le plus sur l'hydrogène sont évidemment les Allemands... un tantinet plus pragmatiques que nous.

« Voiture à hydrogène : l'Europe lance un plan pour faire décoller ce carburant, où en est cette technologie en France ?

La voiture à hydrogène peine encore à décoller. Elle offre pourtant de nombreux avantages par rapport à sa cousine, l'électrique.

La Commission européenne a dévoilé ce mercredi son plan pour développer la production d'hydrogène propre dans l'optique de décarboner les secteurs les plus polluants.

C'est le carburant qui propulse les fusées depuis des décennies. De nos jours, l'hydrogène sert aussi à faire avancer des voitures, des bus ou encore des trains. En France, des ingénieurs travaillent sur cette molécule pour préparer la transition énergétique. Car le moteur fonctionnant avec ce gaz, à la différence du moteur thermique, ne rejette que de la vapeur d'eau.

Persuadée que l'hydrogène peut jouer un rôle dans la transition verte, la Commission européenne a en tout cas dévoilé ce mercredi 8 juillet son plan pour développer sa production d'hydrogène propre dans l'Union, dans l'optique de décarboner les secteurs les plus polluants pour atteindre la neutralité climatique en 2050.

200 km en seulement 3 minutes de charge.

La voiture à hydrogène pourrait-elle ces prochaines années faire de la concurrence au véhicule électrique qui n'est pour sa part pas encore massivement déployé ? Pierre angulaire de cette technologie, la pile à hydrogène. En France, le leader sur le marché, la startup grenobloise Symbio, en fabrique une centaine par an. Ce dispositif technique permet de transformer l'hydrogène en électricité, qui actionne le moteur électrique, et en eau, qui est ensuite évacuée vers l'extérieur. Le premier véhicule français utilisant cette technologie n'est pour l'heure qu'un prototype. Son prix ? 50.000 euros.

La motorisation à hydrogène possède un gros avantage sur sa cousine, l'électrique : en seulement trois minutes de charge, elle offre une autonomie de 200 kilomètres, soit l'équivalent d'un plein d'essence, alors qu'il faudrait plusieurs heures de charge pour un modèle roulant à l'électrique. Actuellement, il faut compter 9 euros pour un plein d'hydrogène. L'objectif est de passer sous la barre des 8 euros, de manière à pouvoir concurrencer le diesel ».

Et qui c'est qui vient de prendre la présidence de l'Union Européenne, c'est l'Allemagne.

Et qu'est-ce qu'ils font en Chine ? Et bien le gouvernement chinois coupe toutes les aides aux voitures électriques et mise tout sur l'hydrogène en mettant 14 milliards d'euros sur la table.

Et que fait l'Allemagne ? Elle annonce un plan à 9 milliards d'euros pour l'hydrogène.

Et nous, on fait quoi ?

Des âneries écolos.

On bêle.... la Zoé électrique, la Zoé !

On crie « mobilité douce, mobilité douce ».

On couine... faut sauver la planète.

On décrète « l'urgence climatique » dans les villes devenues écolos...

Et moi je rigole, je rigole.

Je les regarde avec leur bonne conscience sans conscience des choses. Ils veulent sauver la planète avec des voitures électriques et la détruisent encore plus, ils veulent sauver la planète en m'expliquant que mon pipi caca est plus cacateur que les boues de millions de citoyens que l'on épand dans tous les champs de ce pays.

Alors je rigole, je rigole, parce que sinon, j'en pleurerai !

Ce qui est bien, c'est que le principe de réalité finit toujours par s'imposer. Alors un jour, pas si lointain nous roulerons en voiture à hydrogène dont on pourra taxer nos pleins dans les mêmes stations service qu'aujourd'hui. Mais en attendant, nos imbéciles de mamamouchis continueront à dépenser sans compter pour installer des trucs sans avenir. Ils en sont toujours à construire l'Airbus européen des batteries, au moment où Airbus est en train de se crasher et pourra voler très bientôt... à l'hydrogène !

Il est déjà trop tard, mais tout n'est pas perdu. Préparez-vous !

Pour Jacques Attali : « Nous risquons de devoir encore faire le choix terrible du confinement général »

Il est un homme dont je surveille toujours avec attention les déclarations et la pensée, car il incarne une certaine partie du courant mondialiste de nos élites.

Jacques Attali est dans la vie politique et intellectuelle de notre pays depuis plusieurs décennies.

Que vient-il de dire dans une interview donnée à l'Echo belge ?

que... « Nous risquons de devoir encore faire le choix terrible du confinement général ».

« Pour le penseur français, nous devons plus que jamais suivre l'exemple de la Corée du Sud et nous tenir prêts à un retour de l'épidémie. Par ailleurs, il incite des secteurs comme l'aérien et l'automobile à se reconvertir. Et considère le télétravail comme « un piège extrêmement dangereux ».

Jacques Attali est un auteur à succès. Celui que l'on a surnommé « l'homme qui murmure à l'oreille des présidents » a publié plus de 80 livres vendus à 9 millions d'exemplaires et traduits en 22 langues. Son dernier ouvrage « L'économie de la vie » pose un constat sans appel : nous avons subi un effondrement de l'économie qui aurait pu être évité si nous avions pris les mesures de la Corée du Sud. C'est-à-dire s'armer à temps de masques FFP2, de tests et de systèmes de traçage. Tout ce qui nous fait encore défaut aujourd'hui...

Craignez-vous une deuxième vague du Covid-19 ou une nouvelle pandémie ?

Attention, la première vague n'est pas terminée à l'échelle mondiale. La courbe continue à croître de manière imperturbable de façon exponentielle.

« La construction des hôpitaux d'urgence en Chine, c'était un signe de panique. Les Chinois n'étaient pas prêts. »

Si on devait confiner à nouveau en France ou en Belgique, ce serait une catastrophe?

Il ne faudrait pas refaire l'erreur que nous avons commise en suivant le modèle chinois. Vous savez, la construction des hôpitaux d'urgence en Chine, c'était un signe de panique. Les Chinois n'étaient pas prêts. Nous devons suivre l'exemple de la Corée du Sud. Mais pour cela, il nous faudrait de milliards de masques, des milliards de tests, et des moyens efficaces de tracer les gens. Contrairement à ce que l'on dit, nous n'avons rien de tout cela. Et tant que c'est le cas, nous risquons de devoir encore faire le choix terrible du confinement général. Pourtant, on ne peut pas dire que nous n'avons pas été prévenus. Mais je ne vois aucun pays, ni la Belgique, ni la France ou l'Allemagne, qui se place en situation d'économie de guerre pour produire massivement des masques, des tests, de systèmes de traçage. Et je n'en vois aucun qui comprenne l'intérêt de l'économie de la vie ».

La préparation à la deuxième vague a commencé !

Cela fait quatre jour, que la communication a été réorientée vers le fait de préparer à nouveau la population à la nouvelle vague et aux futurs nouveaux confinements, car même non généralisé, il y aura dans les prochaines semaines une multiplication des confinements locaux, et quand tout le monde sera localement confiné, nous serons globalement tous confinés...

Chaque jour une nouvelle déclaration nous met en garde.

Avec une bonne dose de culpabilisation.

Si l'épidémie repart, c'est parce que les Français ne respectent pas les gestes barrières et ne se lavent pas les pouces comme il convient.

La seconde vague arrive, elle sera visible, comme prévu et annoncé, autour du 15 août prochain.

Préparez-vous, les vacances seront courtes.

Charles SANNAT

Pour l'Insee, une récession un peu moins sévère que prévu en 2020 à -9 au lieu de -11 %

D'après l'Insee, « la récession pourrait être un peu moins sévère que prévu en 2020. Le recul du produit intérieur brut (PIB) en France devrait être limité à 9 % en 2020, selon la note de conjoncture publiée par l'Insee mercredi, alors que le gouvernement table sur un effondrement de 11 % et la Banque de France de 10 %. Après s'être contracté de 5,3 % au premier trimestre puis de 17 % au deuxième en raison de la pandémie de

coronavirus, le PIB rebondirait de 19 % au troisième trimestre puis de 3 % au quatrième, précise l'Institut national des statistiques ».

Pourquoi l'INSEE réduit ses prévisions de repli ?

Parce que le rebond post-confinement a été très fort, mais je pense qu'il est terriblement trompeur.

Je suis un économiste de grenier, et nous les économistes de grenier nous sommes dans la vraie vie.

Que dit la vraie vie ?

Que le rebond a effectivement été très impressionnant dans les 3 semaines qui ont suivi le déconfinement.

Les concessionnaires ont vendu le double de voitures.

Les agents immobiliers ont vendu le double de maisons et d'appartements.

Il y a donc eu un véritable rebond, mais il s'agissait-là en réalité de rattrapage par rapport à ces consommateurs qui avaient un véritable besoin urgent et donc l'effet rattrapage a été très fort.

Mais, sera-t-il durable ?

La consommation va-t-elle se maintenir ?

Que se passera-t-il en cas de 2^{de} vague ?

Le chômage va -t-il exploser ?

La consommation se réduire de manière significative ?

Personne ne peut le savoir réellement pour le moment, mais je ne partage pas pour l'instant l'analyse de l'INSEE car mes indicateurs me rapportent qu'ils vendent moins de voitures, moins de maisons et que tout cela se calme considérablement.

Le rebond post-confinement sera sans doute considéré comme un « feu de paille ». Je penche pour le moment pour cette hypothèse que nous affinerons petit à petit.

Charles SANNAT

Une laborieuse relance européenne

François Leclerc 10 juillet 2020

Cela s'agit dans tous les sens dans les capitales européennes, les rencontres se multiplient afin de dégager un compromis en prélude au prochain sommet sous la présidence allemande. Avec comme forte probabilité qu'il va être trouvé, mais pour son contenu c'est une autre affaire.

L'élection contre toute attente à la présidence de l'Eurogroupe du ministre des Finances irlandais Paschal Donohoe a dans l'immédiat donné un triple signal. Le clan des plus farouches partisans des réformes libérales a pris le dessus ; le soutien des gouvernements allemand et français à la ministre espagnole Nadia Calviño n'a pas

été déterminant ; des majorités qualifiées risquent d'être difficiles à dégager au sein d'un Eurogroupe qui bien qu'informel a acquis une grande importance.

Côté plan de relance, la question du contrôle de l'utilisation des fonds qui seront alloués a pris le dessus. Qui l'effectuera ? Le Parlement européen est hors-jeu, la Commission pourrait être dessaisie, reste le Conseil européen, une fois de plus. La formule est proposée par le gouvernement allemand mais elle ne fait pas consensus, le Premier ministre hollandais Mark Rutte faisant cavalier seul et bloquant son adoption. Il défend l'intervention des parlements nationaux ayant en tête que celui de son pays est soudé en faveur de fortes conditionnalités. La rigueur budgétaire peut être assouplie en raison des effets de la pandémie, mais il n'est pas question d'abandonner les fameuses « réformes structurelles » qui l'accompagnaient.

Un autre enjeu se cache derrière cette discussion. Au prétexte d'aider les pays les plus affectés par la pandémie, un transfert des ressources devrait intervenir au sein de l'Union européenne qui pourrait être l'amorce d'une nouvelle politique s'il était par ailleurs accompagné d'un accroissement des ressources propres de la Commission. À ce propos, les autorités françaises mettent en avant la « souveraineté européenne » pour s'inscrire dans l'air du temps, mais cette vue n'est pas partagée, il s'en faut.

La suite n'est pas encore écrite, Angela Merkel appellent tout le monde à mettre de l'eau dans son vin. Le débat s'est donc déplacé, portant plus sur les réformes que sur les aides, leur répartition ou le panachage entre les subventions et les prêts ainsi que le calendrier de remboursement. Il va inclure également le montant de l'enveloppe du budget pluri-annuel de la Commission, son augmentation et les coupes budgétaires qui vont aider à faire avaler la pilule. Ces dernières vont toucher des intérêts nationaux que les gouvernements s'approprient à défendre farouchement. Rien n'est simple, mais un si grand nombre de paramètres est propice au compromis, il y a du grain à moudre.

Pendant les tractations, les affaires continuent aux bons soins de la Commission. Les chambres de compensation britanniques des produits dérivés, qui contrôlent la quasi-totalité de leur marché européen de 735.000 milliards d'euros, ont obtenu de sa part un « régime d'équivalence ». Cela signifie qu'indépendamment des discussions sur le Brexit qui doivent se conclure par un accord ou non à la fin de l'année, trois grands opérateurs de la City auront un accès sans réserve au marché de l'Union européenne dont les banques sont les grands acteurs. Le régime étant prévu pour être « temporaire », mais sans mention de durée il va pouvoir s'installer.

La City accordait une grande importance à la chose et elle est parvenue à ses fins : le système financier est rebelle aux frontières. On se rappellera utilement que les chambres de compensation mises en place dans le but de diminuer le risque des transactions de ces produits financiers complexes sont considérées par certains analystes comme de véritables poudrières qui au contraire l'accroissent, et qu'aucune disposition destinée à les sécuriser n'a toujours pas vu le jour...

Avec Macron (Trudeau, Trum, etc.), pas d'augmentation des impôts. Vraiment ?

Par Simone Wapler. 21 juin 2020



Les dépenses dues au coronavirus ne seraient pas financées par des hausses d'impôt ? Fake news ! Car le remboursement de la dette incombera tôt ou tard aux contribuables français.

Dans son [discours solennel du 14 juin](#), Emmanuel Macron nous a assuré que les dépenses de 500 milliards d'euros induites par le coronavirus « *se justifient en raison des circonstances exceptionnelles que nous venons de vivre* ».

C'est se dédouaner un peu hâtivement. Tous les pays n'ont pas choisi de mettre à l'arrêt leur économie, en premier lieu. Ensuite, en quoi [le sauvetage d'Air France](#) avec ses pilotes les plus cher payés au monde, les prêts garantis par l'État accordés à des entreprises moribondes avant la crise sanitaire, la [quasi renationalisation de Renault](#), etc. seraient justifiés ?

À l'examen, une grande partie de ces dépenses est, au contraire, difficilement justifiables autrement que par le goût pour l'économie étatisée. [Air France](#) et [Renault](#) sont transformées en entreprises à but écologique, leurs stratégies désormais dictées par la bureaucratie étatique française.

Emmanuel Macron admet que ces dépenses « *viennent s'ajouter à notre dette déjà existante* ». Par conséquent, à moins de penser que la dette publique sera détruite par la Banque centrale européenne, son remboursement incombera tôt ou tard aux contribuables français.

La suite du discours devient surréaliste et démagogique : en reconnaissant que notre pays souffre de « *la fiscalité la plus lourde* », le président de la République assure « *nous ne financerons pas ces dépenses en augmentant les impôts [...] depuis trois ans nous avons commencé à la baisser* ».

Certes, les fortunes financières soumises à l'ISF ont vu leurs impôts allégés contrairement aux fortunes immobilières ou foncières toujours soumises à cet impôt de classe, rebaptisé IFI. Il s'agit donc d'une baisse très sélective de la température des flammes de [l'enfer fiscal qu'est la France](#).

Un mirage qui ne résiste pas aux chiffres

Quelques chiffres objectifs pour mettre en éclairage le grossier mensonge présidentiel sur ces dépenses justifiées qui n'occasionneront pas d'augmentation d'impôts.

500 milliards d'euros représentent 20 % de dette en plus. Les [2380 milliards d'euros de passif existant](#) résultent des déficits cumulés depuis quarante-six ans par la gauche, la droite et En Marche. Ces partis nous ont toujours

juré que leurs dépenses étaient nécessaires et qu'après tout irait beaucoup mieux. Avec les traitements calamiteux des Gilets jaunes puis du Covid, notre dette va désormais excéder 2880 milliards d'euros.

Rabâchons-le : les déficits existent parce que, depuis quarante-six ans, la gauche, la droite et En Marche trouvent bien plus commode de s'endetter que de lever encore et toujours plus d'impôts pour financer leurs idées ruineuses. Censé nous mener vers un avenir toujours plus radieux, ce dirigisme nous enfonce dans l'insolvabilité.

Ce que les gouvernements successifs financent n'est en réalité que leur clientélisme. Puisque la pression fiscale est au taquet, le déficit est politiquement plus astucieux que la matraque fiscale. Surtout, après douze ans de taux d'intérêt maintenus artificiellement bas, la dette est de plus en plus indolore...

Au contraire, s'il fallait ajuster les dépenses aux recettes, la pression fiscale ferait un bond gigantesque. En 2019, [les recettes fiscales étaient de 273 milliards d'euros](#). Ce gouvernement a ainsi engagé avec une incroyable légèreté deux ans de recettes fiscales rien que pour le Covid !

L'argent pousse sur les arbres de Bruxelles

Cette [folie à 500 milliards d'euros](#) est envisageable à cause des taux zéro. À long terme, toutefois, le financement est impossible tant que l'État ne réduit pas ses dépenses, seule façon d'avoir des budgets équilibrés.

L'idée de réduire la dépense publique a-t-elle effleuré Emmanuel Macron ? [En 2018](#) : « *Les dirigeants publics et les responsables politiques seront comptables de leur capacité à maîtriser la dépense* » pouvait-on lire dans la profession de foi du candidat. Vague promesse vite oubliée.

Sans réduction des dépenses publiques, sans recul du poids de l'État, il ne pourra y avoir qu'une pression fiscale grandissante pour tous. À moins que la Banque centrale européenne ne décide comme le rêvent certains de « détruire » la dette qu'elle rachète si complaisamment. Autrement dit, l'argent pousserait sur les arbres, [ce que n'acceptent pas les pays bien gérés de l'Europe du nord](#).

Avec Macron, travailler plus pour rester indépendant ?

Dans son discours, Emmanuel Macron nous fait miroiter l'idée « *de travailler et de produire davantage pour ne pas dépendre des autres* » (des autres ou de nos créanciers étrangers ?). Cela, bien sûr, sans modifier les avantages acquis.

Après de gigantesques nationalisations qui ne disent pas leur nom, l'idée serait donc d'expliquer à un secteur privé de plus en plus étriqué comment être plus productif... Les artisans, professions libérales, entrepreneurs, employés de PME, agriculteurs – qui ignorent tout des RTT- apprécieront.

Quant aux décideurs et aux fonctionnaires, en ayant refusé toute réduction de leurs traitements durant la période de confinement qu'ils ont eux-mêmes décidée, ils prouvent que la « solidarité » est un concept à sens unique.

Le monde d'après = plus de tout ce qui n'a pas marché dans le monde d'avant

« *Il nous faut créer de nouveaux emplois en investissant dans notre indépendance technologique, numérique, industrielle et agricole par la recherche, la consolidation des filières, l'attractivité et les relocalisations lorsque cela se justifie, un vrai pacte productif.* »

Oui, oui, on connaît, déjà vu : plan calcul, Bull, avions renifleurs, moteur de recherche [Qwant](#)... Nous avons même inventé d'imposer la « jachère cultivée » (car la bureaucratie n'a pas peur des oxymores) avec semis de petites fleurs champêtres.

« *Il nous faut aussi créer les emplois de demain par la reconstruction écologique qui réconcilie production et climat avec un plan de modernisation du pays autour de la rénovation thermique de nos bâtiments, des transports moins polluants, du soutien aux industries vertes.* »

Oui, oui, on connaît aussi cette musique déjà entendue. On voit les hideuses [éoliennes immobiles](#) de l'industrie verte. Les panneaux solaires (achetées en Chine) des lampadaires d'éclairage public. Tout ceci a dégagé des chiffres anémiques de croissance.

En réalité, ce qui semble se profiler est un avenir à la chinoise : une économie étatisée, ignorante de la démocratie de marché, une économie dans laquelle les amis du parti et de la bureaucratie peuvent s'enrichir... tant que le parti et la bureaucratie – informés en temps réel par le flicage collectif – le tolèrent.

Pas de hausse d'impôt ? À ranger dans la catégorie *fake news* dès l'automne lorsque les enragés de « l'impôt pour les autres » tiendront à nouveau le haut du pavé en mettant le pays à feu et à sang.



Les imbéciles, les traîtres et l'Amérique

Brian Maher 9 juillet 2020



Une nation peut survivre à ses imbéciles, dit-on - mais pas à ses traîtres.

Pourtant, nous commençons à soupçonner le contraire...

Autrement dit, une nation peut survivre à ses traîtres - mais pas à ses imbéciles.

C'est parce que les fous d'une nation sont infiniment plus nombreux que les traîtres d'une nation.

Répondez à cette question :

Combien de traîtres errent parmi vos connaissances ?

Mais combien d'idiots errent parmi vos connaissances ?

Être fou n'est pas un crime, bien sûr.

Nous serions en train de pourrir derrière les barreaux si c'était le cas. Une grande partie de la population serait avec nous.

Mais leur statut juridique ne rend pas les imbéciles moins dangereux. Et les dommages qu'ils causent sont souvent inestimables.

Un idiot avec une mauvaise idée en tête est comme un bébé avec un pistolet chargé à la main...

Woodrow Wilson, fou

Woodrow Wilson était-il un traître pour s'être mêlé d'une guerre civile européenne ?

Nous ne le suggérerions jamais.

Il a peut-être voulu dire le meilleur du monde. Il souhaitait rendre le monde sûr pour la démocratie - et par extension, sûr pour l'Amérique.

Mais était-il idiot d'avoir précipité la nation dans une guerre civile européenne ?

C'est presque certain.

Les parties en guerre s'étaient presque saignées à blanc en 1917. Aucun des deux camps ne pouvait faire éclater l'autre.

Ils se seraient probablement épuisés, se seraient réconciliés... et seraient rentrés chez eux, même avec les honneurs.

"Plus jamais ça !", se seraient-ils écriés.

Mais M. Wilson a envoyé les doughboys là-bas en 1917. Il a fait basculer le combat contre le Kaiser.

Et les alliés ont "gagné".

Mais le Traité de Versailles qui a mis fin à la guerre pour mettre fin à toutes les guerres... a engendré la paix pour mettre fin à toute paix.

La croisade insensée de M. Wilson n'a pas rendu le monde sûr pour la démocratie.

Elle a plutôt rendu le monde dangereux pour la démocratie en rendant le monde sûr pour le fascisme... et le communisme.

Et la Première Guerre mondiale a été "La Grande Guerre" jusqu'à ce qu'une guerre encore plus grande éclate 20 ans plus tard.

Tous les chemins mènent à Wilson

Ici, notre ancien collègue David Stockman traîne Wilson sur le quai... et l'inculpe pour tous les crimes du calendrier du 20e siècle :

Si Woodrow Wilson n'avait pas trompé l'Amérique dans une croisade messianique, la Grande Guerre se serait terminée par un épuisement mutuel en 1917 et les deux camps seraient rentrés chez eux meurtris et ruinés mais sans danger pour le reste de l'humanité.

En effet, sans la croisade de Wilson, il n'y aurait eu ni victoire des alliés, ni paix punitive, ni réparations de guerre ; il n'y aurait pas non plus eu de coup d'État léniniste à Petrograd ou de régime barbare de Staline.

De même, il n'y aurait eu ni Hitler, ni les nazis, ni l'Holocauste, ni la guerre mondiale contre l'Allemagne et le Japon, ni l'incinération de 200 000 civils à Hiroshima et à Nagasaki.

Il n'y aurait pas non plus eu de guerre froide avec les Soviétiques ou de coups d'État et d'assassinats commandités par la CIA en Iran, au Guatemala, en Indonésie, au Brésil et au Chili, pour n'en citer que quelques-uns. Il n'y aurait certainement pas eu de complot de la CIA pour assassiner Castro, ni de missiles russes à Cuba, ni de crise qui aurait conduit le monde au bord de l'anéantissement.

Il n'y aurait pas eu non plus de théorie des dominos ni de massacre au Vietnam.

Nous n'aurions pas non plus eu à venir en aide aux moudjahidin et à former le futur Al-Qaida en Afghanistan. De même, il n'y aurait pas eu de révolution islamique dirigée par Khomeiny et aucune aide américaine pour permettre les attaques au gaz de Saddam sur les petits soldats iraniens dans les années 1980.

Il n'y aurait pas non plus eu d'invasion américaine de l'Arabie en 1991 pour empêcher notre ancien allié Saddam Hussein de piller le tout aussi méprisable émir du pillage du pétrole mal acquis du Koweït - ou, hélas, l'horrible attentat du 11 septembre 2001 dix ans plus tard.

Nous ne serions pas non plus restés coincés avec un budget de guerre d'un trillion de dollars aujourd'hui.

David simplifie-t-il les événements ? Est-ce que nous simplifions les événements ? Peut-être que oui.

Un idiot, pas un traître

Nous ne proposons pas un XXe siècle entièrement tranquille sans le bâclage de M. Wilson.

Le monde était - comme il l'est toujours - à couteaux tirés avec des imbéciles. Et ces imbéciles se seraient certainement mis à faire des bêtises.

Pourtant, nous pensons que les enfers les plus chauds du XXe siècle auraient été évités si M. Wilson s'était sagement assis sur ses mains en avril 1917.

Mais ce n'est pas la trahison qui a fait trébucher M. Wilson dans la guerre de l'Europe... et le monde par la suite dans les enfers du 20e siècle.

C'était de la folie.

Bien sûr, Wilson n'a pas été le seul fou à s'asseoir au 1600 Pennsylvania Ave...

Ne jamais faire une guerre terrestre en Asie

Ne faites jamais une guerre terrestre en Asie, avertit Douglas MacArthur. C'était le conseil d'un homme qui avait combattu à deux reprises.

Mais l'imbécile Lyndon Baines Johnson a vite fait que les États-Unis ont mené une guerre terrestre en Asie.

Finalement, ils sont rentrés à la maison, bandés, battus, brisés.

58 000 de ses fils sont rentrés à la maison.

Johnson était-il un traître ? Cela n'a jamais été suggéré, à notre connaissance.

Mais un imbécile ?

Cette fois-ci, la "théorie des dominos" est l'idée idiote qui a permis d'obtenir un président américain...

"Ridicule"

Mais le vieux général MacArthur - non pacifiste - a renversé la théorie des dominos. Il l'a qualifiée de "ridicule".

Remontez le calendrier jusqu'en avril 1961...

MacArthur avait rencontré le président John Kennedy, fraîchement élu, au Waldorf Astoria de New York.

MacArthur, a déclaré Kenneth O'Donnell, assistant de Kennedy :

Il a imploré le président d'éviter un renforcement de l'armée américaine au Vietnam, ou dans toute autre partie du continent asiatique, car il estimait que la théorie des dominos était ridicule à l'ère du nucléaire.

MacArthur a plutôt conseillé au jeune président de combattre le communisme avec la plus grande arme de l'Amérique - son économie.

Une économie libre triompherait en fin de compte d'une économie communiste.

Mais le jeune président resterait à jamais le jeune président.

Kennedy respectait énormément l'expérience de MacArthur.

Aurait-il suivi le conseil... ramené à la maison les conseillers qu'il avait envoyés au Vietnam... et quitté le pays sans autre escalade ?

Nous ne le saurons jamais.

L'idée stupide l'a emporté... et l'Amérique a perdu son chemin.

Combiner deux idées folles

Un demi-siècle plus tard, une autre idée folle s'est répandue à la Maison Blanche, logée entre les oreilles du président George Walker Bush.

Et les États-Unis ont une fois de plus écarté les conseils de MacArthur contre les guerres terrestres en Asie.

Mais cette guerre terrestre ne se déroulait pas en Asie du Sud-Est, mais en Asie du Sud-Ouest.

Les États-Unis ont combiné une variante de l'idée folle de Wilson... avec l'idée folle d'une théorie des dominos inversés.

Cela ne rendrait pas le monde sûr pour la démocratie - mais le Moyen-Orient sûr pour la démocratie.

Elle commencerait par faire de l'Irak une démocratie, une Amérique sur l'Euphrate.

Saddam Hussein sortirait et Thomas Jefferson entrerait.

L'Irak deviendrait alors le premier domino démocratique qui ferait basculer - l'un après l'autre - les tyrannies autocratiques de la région.

Mais que se passe-t-il lorsque vous combinez une idée stupide avec une autre idée stupide ?

Peut-on en douter ?

La plus grande bétise de l'histoire de la politique étrangère des États-Unis

Certains ont qualifié l'aventure de M. Bush de plus grande bétise dans l'histoire de la politique étrangère des États-Unis.

Plus de 4 500 Américains ont péri en tentant de transformer l'Irak en Kansas. Plusieurs milliers d'autres ont été blessés.

Et le coût financier ultime de cette guerre terrestre asiatique pourrait avoisiner les 2 000 milliards de dollars.

Comme MM. Wilson et Johnson, M. Bush n'était pas un traître - sauf peut-être un traître au bon sens.

Pourtant, il était idiot de croire qu'il pouvait transformer le Moyen-Orient... sinon un cancre.

Les imbéciles, les ivrognes et les États-Unis d'Amérique

On se demande seulement quelle idée stupide va l'emporter ensuite.

Une guerre avec la Chine ?

Dans le domaine économique, peut-être la théorie monétaire moderne ? Ou le Green New Deal ?

Nous savons seulement que les imbéciles sont occupés. Les principaux d'entre eux sont les imbéciles de la Réserve fédérale.

"Dieu a une providence spéciale pour les imbéciles, les ivrognes et les États-Unis d'Amérique", a déclaré le chancelier de fer allemand, Otto von Bismarck.

C'est ce qu'il a fait dans le passé. Mais le fera-t-il toujours ?

L'économie ne se redressera pas avant 2023

Jim Rickards 9 juillet 2020



J'ai fait valoir que nous sommes dans une nouvelle dépression. La profondeur de la nouvelle dépression est claire. Ce qui n'est pas clair pour la plupart des observateurs, c'est la nature et le moment de la reprise.

La réponse est que le chômage élevé persistera pendant des années, que les États-Unis ne retrouveront pas les niveaux de production de 2019 avant 2022 et que la croissance à venir sera encore pire que la croissance la plus faible jamais enregistrée lors de la reprise de 2009-2020.

Ce n'est peut-être pas la fin du monde, mais c'est bien pire que les prévisions les plus pessimistes. Des mathématiques de sixième année sont un bon point de départ pour l'analyse.

Faites en sorte que la production économique de 2019 soit de 100 (le chiffre réel est de 21 000 milliards de dollars ; "100" correspond à 100 % de ce chiffre, une façon pratique de mesurer les hauts et les bas).

Supposons que la production baisse de 40 % au cours des deuxième et troisième trimestres de 2020. (De nombreuses estimations prévoient des baisses plus importantes ; 40 % est une estimation plausible si elle est prudente).

Une baisse de 40 % pendant six mois équivaut à une baisse de 20 % pour l'ensemble de l'année, en supposant que les premier et quatrième trimestres soient stables.

Une baisse de 20 % de 100 = 80 (soit 4,2 billions de dollars de production perdue).

Voyons maintenant ce qui se passe si nous estimons que les années de croissance consécutives seront de 10% en 2021 et 2022...

Premièrement, la croissance de 10 % est-elle vraiment une réalité ? L'histoire passée nous dit que non.

Depuis 1948, la croissance annuelle réelle du PIB aux États-Unis n'a jamais dépassé 10 %.

En fait, après 1980, les reprises se sont traduites par une croissance moyenne de 3,2 %. Et depuis 1984, la croissance n'a jamais dépassé 5 %. 10 % est donc une prévision très optimiste pour commencer.

Si notre nouvelle base est de 80 (contre 100 en 2019) et que nous augmentons la production de 10 % en 2021, cela porte la production totale à 88.

Si nous entrons en 2021 avec une nouvelle base de 88 et que nous y ajoutons 10 % supplémentaires, nous arrivons à 96,8 de production totale d'ici la fin de 2022.

Voilà le problème.

Si l'on prend 100 comme référence pour la production de 2019 et que l'on suppose une croissance réelle de 10 % en 2021 et 2022, on ne peut toujours pas revenir aux niveaux de production de 2019.

La dure réalité est que 96,8 est inférieur à 100.

Il faudrait la plus forte croissance réelle annuelle depuis plus de 40 ans, soutenue pendant deux années consécutives, pour se rapprocher des niveaux de production de 2019.

Il est beaucoup plus réaliste de supposer que la croissance réelle sera inférieure à 10 % par an. Cela signifie que l'économie sera bien en 2023 avant d'atteindre les derniers niveaux de production en 2019.

Telle est la réalité de cette dépression.

Il ne s'agit pas d'une baisse continue du PIB. Une dépression est un effondrement initial si important que même des années de forte croissance ne permettront pas de sortir l'économie de son trou.

Les analystes et les têtes parlantes débattent de la force de la reprise en utilisant des lettres qui imitent la forme d'une courbe de croissance telle qu'elle apparaît sur un graphique.

Une reprise en forme de V descend abruptement et remonte abruptement pour ramener la production là où elle a commencé en un temps relativement court.

Une reprise en forme de U descend abruptement, ne se développe pas matériellement tout de suite et se redresse ensuite brusquement.

Une reprise en forme de L descend abruptement et est suivie d'une faible croissance pendant une période indéfinie.

Enfin, la reprise en W descend fortement, rebondit rapidement et s'essouffle une seconde fois avant de se redresser et de revenir aux niveaux de production et de croissance antérieurs.

La reprise post-2009 n'a produit qu'une croissance de 2,2 %. Il s'agissait d'une reprise en forme de L.

Il s'agissait d'une véritable reprise, mais l'écart de production entre l'ancienne tendance et la nouvelle n'a jamais été comblé.

L'économie américaine a subi une perte de richesse de plus de 4 000 milliards de dollars en raison de la différence entre l'ancienne tendance forte et la nouvelle tendance plus faible.

Cette perte de richesse était un problème sérieux pour les États-Unis avant la nouvelle Grande Dépression.

Aujourd'hui, les perspectives de croissance sont encore plus faibles que la faible reprise de l'après-2009.

La nouvelle reprise, loin des 10 % de croissance évoqués dans l'exemple ci-dessus, pourrait ne produire qu'une croissance de 1,8 %, pire encore que les 2,2 % de croissance d'avant la pandémie.

Il s'agit d'une nouvelle reprise en forme de L, la deuxième d'affilée. Maintenant, le bas du L est encore plus proche d'une ligne plate et l'écart de production par rapport à la tendance à long terme est encore plus important.

Il n'y aura pas de reprise en forme de V. Il n'y a pas de pousses vertes malgré ce que vous entendez à la télévision.

Nous sommes dans une nouvelle Grande Dépression et cela va rester ainsi pendant des années.

La politique monétaire et fiscale n'aidra pas

Jim Rickards 9 juillet 2020



La politique monétaire et fiscale ne nous sortira pas de la nouvelle dépression. Examinons d'abord la politique monétaire.

L'impression de la monnaie de la Fed est une exposition du monétarisme, une théorie économique très étroitement associée à Milton Friedman, lauréat du prix Nobel d'économie en 1976. Son idée de base est que les variations de la masse monétaire sont la cause la plus importante des variations du PIB.

Un monétariste qui tente d'affiner sa politique monétaire affirme que si la croissance réelle est plafonnée à 4 %, la politique idéale est celle où la masse monétaire croît à 4 %, la vitesse est constante et le niveau des prix est

constant. Cela produit une croissance réelle maximale et une inflation nulle. Tout est assez simple tant que la vitesse de circulation de la monnaie est constante.

Il s'avère que la vitesse de la monnaie n'est pas constante, contrairement à la thèse de Friedman. La vitesse est comme un joker dans le jeu. C'est le facteur que la Fed ne peut pas contrôler.

La vitesse est psychologique : elle dépend de l'opinion d'un individu sur ses perspectives économiques. Elle ne peut pas être contrôlée par la presse de la Fed. Elle mesure la quantité d'argent qui est dépensée par les gens pour les entreprises.

Pensez au pourboire que vous donnez à un serveur. Ce serveur pourrait utiliser ce pourboire pour payer un Uber. Et le chauffeur de l'Uber pourrait payer le carburant avec cet argent. Cette vitesse de l'argent stimule l'économie.

Eh bien, la vitesse s'est effondrée au cours des 20 dernières années. Après avoir atteint un sommet de 2,2 en 1997 (chaque dollar soutenait 2,20 \$ du PIB nominal), elle est tombée à 2,0 en 2006, juste avant la crise financière mondiale, puis s'est effondrée à 1,7 à la mi-2009, lorsque la crise a touché le fond.

L'effondrement de la vitesse ne s'est pas arrêté avec le krach boursier. Il a continué à baisser pour atteindre 1,43 à la fin de 2017, malgré l'impression de monnaie et la politique de taux zéro de la Fed (2008-15).

Même avant le nouveau krach lié à la pandémie, il est tombé à 1,37 au début de 2020. On peut s'attendre à ce qu'il baisse encore plus à mesure que la nouvelle dépression se prolonge.

Alors que la vitesse approche de zéro, l'économie se rapproche de zéro. L'impression de la monnaie est impuissante. 7 billions de fois zéro = zéro. Il n'y a pas d'économie sans vitesse.

Les facteurs que la Fed peut contrôler, comme la monnaie de base, ne croissent pas assez vite pour relancer l'économie et faire baisser le chômage.

Les dépenses sont dictées par la psychologie des prêteurs et des consommateurs, essentiellement un phénomène comportemental. La Fed a oublié (si elle l'a jamais su) l'art de modifier les attentes en matière d'inflation, qui est la clé du changement de comportement des consommateurs et le moteur de la croissance. Cela n'a rien à voir avec la masse monétaire.

En fin de compte, la politique monétaire ne peut pas faire grand-chose pour stimuler l'économie si la vitesse de l'argent n'augmente pas. Et les perspectives d'une telle augmentation ne sont pas très bonnes pour l'instant.

Mais qu'en est-il de la politique budgétaire ? Peut-elle aider à sortir l'économie de la dépression ?

Voyons voir...

Le Congrès est loin d'avoir autorisé plus de dépenses déficitaires en 2020 que les huit dernières années combinées. Cette année, le gouvernement ajoutera plus à la dette nationale que tous les présidents réunis, de George Washington à Bill Clinton.

Cette explosion des dépenses comprend 26 milliards de dollars pour les tests de dépistage de virus, 126 milliards de dollars pour les coûts administratifs des programmes, 217 milliards de dollars d'aide directe aux

gouvernements des États et des collectivités locales, 312 milliards de dollars pour la santé publique, 513 milliards de dollars d'allégements fiscaux pour les entreprises, 532 milliards de dollars pour renflouer les grandes entreprises, 784 milliards de dollars d'aide aux particuliers sous forme d'allocations de chômage, de congés payés, de paiements directs en espèces et 810 milliards de dollars pour les petites entreprises dans le cadre du programme de protection des salaires.

Ces mesures s'ajoutent à un déficit budgétaire de base de 1 000 milliards de dollars.

En outre, le Congrès devrait adopter un projet de loi de dépenses supplémentaires d'au moins 1 000 milliards de dollars d'ici la fin juillet, consistant essentiellement en une aide aux États et aux villes. La combinaison du déficit de base, des dépenses approuvées et des dépenses supplémentaires prévues porte le déficit total pour 2020 à 5,3 billions de dollars.

Cette dette supplémentaire portera le ratio dette/PIB des États-Unis à 130 %. C'est le plus élevé de l'histoire des États-Unis et cela place les États-Unis dans la même catégorie de super-débiteurs que le Japon, la Grèce, l'Italie et le Liban.

L'idée que les dépenses déficitaires peuvent stimuler une économie autrement bloquée remonte à John Maynard Keynes et à son ouvrage classique *The General Theory of Employment, Interest and Money* (1936).

L'idée de Keynes était simple.

Il disait que chaque dollar de dépenses gouvernementales pouvait produire plus d'un dollar de croissance. Lorsque le gouvernement dépensait de l'argent (ou le donnait), le bénéficiaire le dépensait pour des biens ou des services. Ces fournisseurs de biens et de services paieraient à leur tour leurs grossistes et fournisseurs.

Cela augmenterait la vitesse de l'argent. En fonction des conditions économiques exactes, il pourrait être possible de générer 1,30 \$ de PIB nominal pour chaque 1 \$ de dépenses déficitaires. C'est le fameux multiplicateur keynésien. Dans une certaine mesure, le déficit serait amorti par une augmentation de la production et des recettes fiscales.

Voici le problème :

Il existe des preuves solides que le multiplicateur keynésien n'existe pas lorsque les niveaux d'endettement sont déjà trop élevés.

En fait, l'Amérique et le monde se rapprochent de ce que les économistes Carmen Reinhart et Ken Rogoff décrivent comme un point indéterminé mais réel où un fardeau de la dette toujours croissant déclenche la révolulsion des créanciers, forçant une nation débitrice à l'austérité, au défaut de paiement pur et simple ou à des taux d'intérêt très élevés.

Les recherches de Reinhart et Rogoff révèlent qu'un ratio dette/PIB de 90 % ou plus n'est pas seulement un stimulant supplémentaire de la dette. Il s'agit plutôt de ce que les physiiciens appellent un seuil critique.

Le premier effet est que le multiplicateur keynésien tombe en dessous de 1. Un dollar de dette et de dépenses produit moins d'un dollar de croissance. Les créanciers s'inquiètent tout en continuant à acheter plus de dette dans le vain espoir que les décideurs politiques fassent marche arrière ou que la croissance émerge

spontanément pour faire baisser le ratio. Cela n'arrive pas. La société est dépendante de la dette et la dépendance consomme le toxicomane.

Le point final est un effondrement rapide de la confiance dans la dette américaine et le dollar américain. Cela signifie des taux d'intérêt plus élevés pour attirer les dollars des investisseurs afin de continuer à financer les déficits. Bien sûr, des taux d'intérêt plus élevés signifient des déficits plus importants, ce qui aggrave la situation de la dette. Ou bien la Fed pourrait monétiser la dette, mais ce n'est qu'un autre moyen de perdre confiance.

Le résultat est une autre vingtaine d'années de croissance lente, d'austérité, de répression financière (où les taux d'intérêt sont maintenus en dessous du taux d'inflation pour éteindre progressivement la valeur réelle de la dette) et un écart de richesse croissant.

Les deux prochaines décennies de croissance aux États-Unis ressembleraient aux deux dernières décennies au Japon. Pas un effondrement, juste une stagnation lente et prolongée. Telle est la réalité économique à laquelle nous sommes confrontés.

Et ni la politique monétaire ni la politique budgétaire ne changeront cela.

Éditorial: Le maître-mot de notre époque: fragilisation

Bruno Bertez 10 juillet 2020

Le néolibéralisme est une réponse perverse du système capitaliste à la tendance à l'érosion de son taux de profit. Cette érosion a été accélérée vers le milieu des années 60 par les politiques de redistribution sociale, exactement comme l'a décrit Alan Greenspan.

La réponse néolibérale visait à contrer la tendance à l'érosion du taux de profit du capital, à augmenter le taux d'exploitation des salariés, à élargir les débouchés, par tout moyen, à optimiser l'utilisation des fonds propres par leur économisation et tout ceci a débouché sur:

- la stagnation des salaires et la baisse de leur part dans la valeur ajoutée
- la globalisation/mondialisation avec délocalisation des productions
- financiarisation avec essor fantastique du recours à la dette

Bien entendu, je brosse à grands traits pour la démonstration car les phénomènes sont beaucoup plus complexes et plus enchevêtrés.

Ce que je veux démontrer, c'est que la fragilisation du système ne tombe pas du ciel; elle s'est construite tout au long des cinquante dernières années. C'est une nécessité du système pour se survivre, ce n'est pas un choix.

Les principaux éléments de cette fragilisation se retrouvent dans:

- l'insuffisance de pouvoir d'achat des salariés, ce qui correspond au diagnostic plus ou moins bidon de la crise fait les banques centrales. Ce serait, selon eux, une crise d'insuffisance de demandes. Ils ne s'interrogent pas sur l'origine de cette insuffisance et ne font pas le lien avec la stagnation des revenus salariés. Et pour cause, leur science n'est pas une science, mais une idéologie au service de la justification du système. L'articulation réelle, logique, étant que les entreprises n'arrivent plus à réaliser

un profit suffisant pour, à la fois rémunérer correctement leur personnel, maximiser le profit des capitalistes, financer les investissements et satisfaire la gloutonnerie des gouvernements.

- Délocalisation et arbitrage international du travail. Ceci se décompose en externalisation des chaînes de fabrication, raccourcissement des délais de fabrication, réduction des stocks et donc vulnérabilisation de toute la chaîne. Cela fait gagner du temps. Or, en matière capitaliste, le temps, c'est de l'argent. La réduction des chaînes et des stocks accélère la rotation du capital circulant et permet de bonifier la rentabilité du capital.
- Enfin, la financiarisation. Celle-ci a de multiples facettes. Ce n'est pas le lieu de les étudier toutes ici. La plus importante, pour ce qui nous intéresse, à savoir la fragilisation du système, c'est le recours généralisé aux leviers. **Pour bonifier la rentabilité des capitaux propres, on a recours aux capitaux extérieurs, capitaux de dettes. Ceci coûte moins cher que les capitaux propres et crée un surplus que les fonds propres s'attribuent. Ceci bonifie la profitabilité qui revient aux actionnaires et maximise donc les cours de bourse. Ce recours aux leviers s'est généralisé. Certes, il bonifie les profits qui reviennent aux capitalistes, mais, en contrepartie, ils usent le capital.** La notion d'usure de capital est complètement oubliée à notre époque, mais elle existe. Un capital a une capacité à supporter les risques et donc à servir de tampon en cas de problème. Le capital ne doit pas être remboursé, il est bio-dégradable. La dette, en revanche, est remboursable et doit être honorée quelle que soit la situation. En conséquence, pour pouvoir supporter les risques, le système doit avoir une masse de capital suffisante et ne pas accumuler les dettes inconsidérément. Selon les secteurs, il y a un rapport optimum entre la masse de dettes et la masse de capitaux propres. **Quand la masse de dettes a progressé trop fortement en regard des capitaux propres, on dit que le capital est usé.** C'est une notion qui s'est perdue, mais la réalité, elle, n'a pas changé. En recourant aux leviers de façon excessive, le système a usé son capital; le phénomène a été aggravé par la pratique qui s'est généralisée depuis 2009: les rachats d'actions. Les buy-backs sont l'institutionnalisation de la décapitalisation et de l'usure du capital. Les buy-backs sont un instrument systémique de fragilisation.

Ce long développement a pour objectif de vous faire toucher du doigt que rien n'est dû au hasard. Ce qui se produit n'est pas faite à pas de chance; c'est le résultat d'une longue évolution perverse qui s'est faite à l'insu de tous et sans que qui que ce soit ne l'ait programmé.

C'est le système qui, de proche en proche, a muté; il a suivi la ligne de plus grande pente du profit et suivant la ligne de plus grande pente du profit, il s'est fondamentalement fragilisé. Cette fragilisation explique la récurrence des crises, leur rapprochement, leur aggravation en terme de volume de capitaux concernés. Elle explique les remèdes qui sont utilisés, à savoir la création de nouvelles dettes, l'accumulation de nouveaux leviers et, finalement, pour faire tenir la pyramide, le déversement de liquidités monétaires tombées du ciel.

Le système résiste de moins en moins, non seulement à ses contradictions internes, mais également aux chocs externes. Parallèlement, la capacité des deux institutions centrales du système que sont la banque centrale et le gouvernement, ou, si on veut, l'Institution d'émission et le Trésor public, cette capacité du centre à encaisser, à assurer, et finalement à amortir les chocs ne cesse de décliner.

Encore un ou deux chocs, et tout le potentiel qui était contenu dans ces deux institutions se trouvera épuisé.

Ce sera la Grande Aventure.

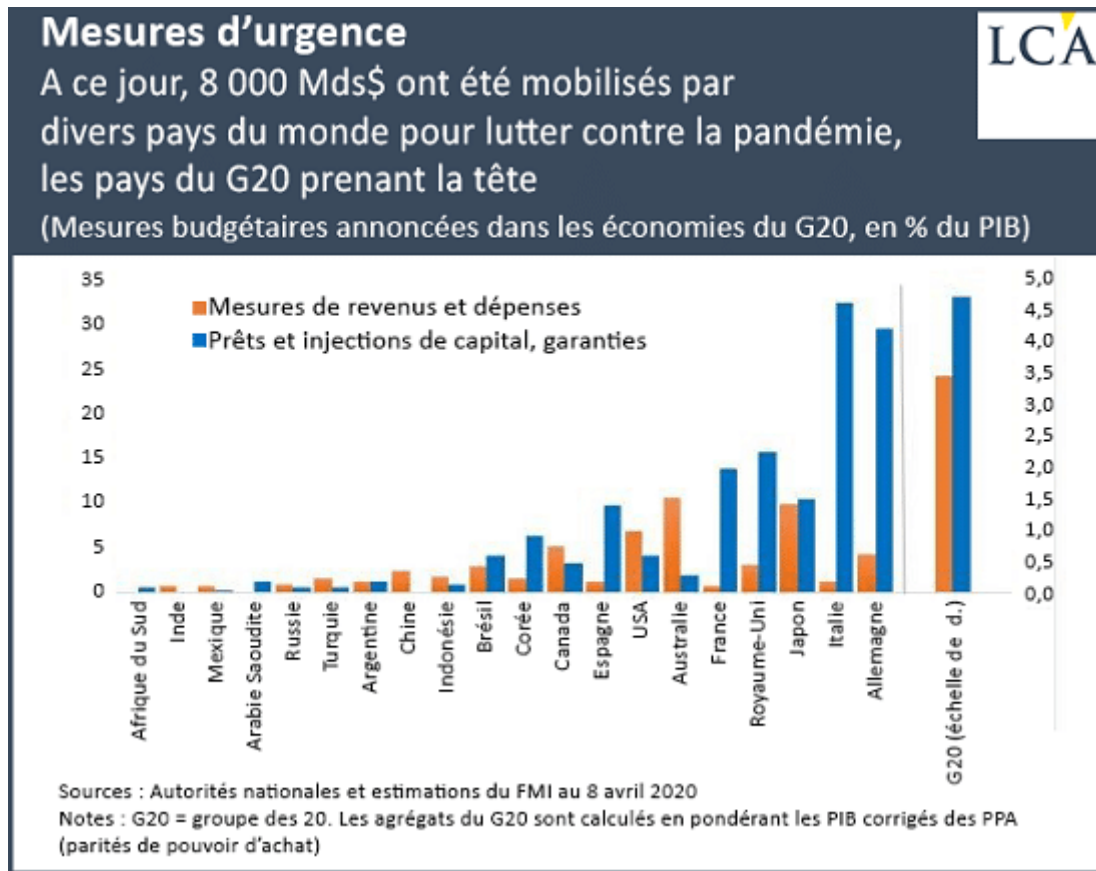
Comme je le dis souvent: Play Mobil, en avant les histoires!!!

Sauver le monde coûte très cher

rédigé par [Bruno Bertez](#) 10 juillet 2020

Est en train d'arriver ce qui devait arriver : la dette est de moins en moins productive, « efficace ». Est-ce que cela va pour autant décourager les autorités d'y avoir recours ?

[La dette mondiale](#) a rejoint le sommet qui a suivi la Deuxième guerre mondiale.



Mais ici, [la guerre qui est menée par les élites](#) est une guerre économique et financière pour sauver l'ordre mondial qui leur convient si bien.

Au lieu d'investir et de produire des richesses, le monde, depuis 2009, est obligé de sacrifier les ressources présentes et futures pour bétonner, pour essayer de consolider les fondations qui craquent et se fissurent.

Le coût de maintien et de reproduction du système est devenu colossal.

Ben Bernanke avait dit, certainement après un repas bien arrosé : « *we saved the world* », « nous avons sauvé le monde » – non ! Il n'a fait que retarder le désastre.

Cette fois-ci, on a affaire à des dettes publiques qui sont près du double de celles qui existaient au moment de la GFC, la Grande crise financière.

Les soutiens ont disparu

Les amortisseurs sont usés, les capitaux propres du système sont détruits, les marges de manœuvre ont disparu. Seuls restent les rodomontades, les vantardises et les mensonges. Ce qui ne tient plus spontanément doit être maintenu par la force et les artifices.

La dette d'alors a produit [une croissance lente, inégale](#) ; la dette d'aujourd'hui va asphyxier les économies et la croissance après un feu de paille dû au dopage spéculatif.

Le système se détruit en profondeur.

Le rendement de la dette globale ne cesse de chuter. En réalité, c'est l'impasse – et ne croyez pas que les autorités l'ignorent. La capacité de la dette à produire de la croissance (le ratio IDOR) ne cesse de s'effondrer.



Prochaine étape américaine, la barbarie ?

rédigé par [Bill Bonner](#) 10 juillet 2020



Le cycle impérial est long... et implacable. Les Etats-Unis ont déjà parcouru les premières phases – et semblent désormais avoir bien entamé leur déclin.

« Il y a en moi quelque chose de païen dont je ne puis me débarrasser. En bref, je ne nie rien mais je doute de tout. »

– Lord Byron, poète anglais du XIX^{ème} siècle

De la liberté à la gloire... puis, lorsque cette dernière prend fin, à la richesse, au vice, à la corruption... et enfin à la barbarie. C'est ainsi que Lord Byron, poète anglais du XIXème siècle, décrivait le cycle impérial.

Hier, [nous avons proposé un corollaire](#) : on peut déterminer à quel moment du cycle on se trouve en jetant un œil aux monuments. Pendant la phase de gloire, ils sont construits... et ils sont abattus lorsqu'on se rapproche de la barbarie.

C***eries libertariennes

Certains lecteurs s'en sont offusqués. Nous avons reçu ce message de Kevin R. :

*« Etes-vous sérieusement en train de dire qu'abattre des monuments érigés par des racistes en l'honneur de traîtres est la preuve d'un déclin de notre civilisation ? Quant à Jefferson, même s'il était un génie, il possédait aussi des centaines d'êtres humains, a sexuellement agressé au moins l'une d'entre elles, à qui il a fait un enfant, et n'a pas libéré ses esclaves dans son testament. Alors s'il vous plaît, arrêtez avec vos c***eries libertariennes.*

J'ai remarqué que, dans la mesure où vous semblez être sorti de l'université en 1970, vous paraissez avoir tiré le bon numéro à la loterie militaire. Je doute que vous aurez le cran de publier ma réponse dans votre article insipide et simpliste. »

Notre lecteur semble en savoir bien plus long que nous sur la vie privée de M. Jefferson... et pense que sa réponse est si accablante que nous aurons peur de la publier.

Il n'a pas compris ce que nous voulions dire. Nous ne parlons pas des « civilisations ». « Mieux » est au-delà de nos capacités.

Simplement, comme Lord Byron, nous doutons. Nous observons simplement comment [les empires naissent et meurent](#)... en nous demandant si le poète n'avait pas compris quelque chose.

Première phase : la liberté

Voyons si sa formule tient vraiment la route.

Nous estimons, à la louche, que la phase « liberté » a pris fin, pour les Etats-Unis, au début du XXème siècle. Les Etats-Unis avaient déjà 124 ans d'existence. Les constructeurs d'empires et les messies beaux parleurs étaient déjà en train de prendre le dessus.

Les Etats-Unis ont pris le contrôle des Philippines en 1899 suite à une guerre factice avec l'Espagne. Comme le décrivait Mark Twain dans sa lettre au *New York Herald* en octobre 1900...

« Nous avons pacifié quelques milliers d'insulaires et les avons enterrés ; nous avons détruit leurs champs ; brûlé leurs villages et mis à la rue leurs veuves et leurs orphelins ; nous avons brisé le cœur, en les exilant, à quelques dizaines de patriotes contrariants ; nous avons asservi les dix millions restants grâce à l'Assimilation Bienveillante, qui est le nom pieux désormais donné au mousquet. Nous avons acquis la propriété de quelque 300 concubines et autres esclaves de notre partenaire en affaires, le sultan de Sulu, et avons hissé notre pavillon protecteur sur ce butin. Ainsi, grâce à la Providence divine – l'expression vient de notre gouvernement, non de moi – nous sommes une Puissance Mondiale. »

Le fait d'être une *grande* nation semble incompatible avec le fait d'être une *bonne* nation. Une puissance mondiale doit jouer les gros bras. Pour cela, elle a besoin du soutien inconditionnel d'un peuple docile. Elle a également besoin d'institutions qui décrètent que le gouvernement en est le maître, au lieu d'être à son service.

Ces changements institutionnels se sont accélérés en 1913. Des modifications de la Constitution ont créé [une banque centrale puissante](#) – la Réserve fédérale – ainsi que l’impôt fédéral sur le revenu et l’élection directe des sénateurs US.

Quatre ans plus tard, le président Woodrow Wilson poussait les Etats-Unis dans une autre guerre étrangère imprudente, la Première guerre mondiale... tandis que le Congrès US approuvait l’Espionage Act, suivi du Sedition Act de 1918, qui faisaient de la dissidence un crime.

A ce moment-là, la liberté promise dans les documents fondateurs de la République américaine avait été majoritairement étouffée ; les autorités pouvaient faire presque tout ce qu’elles voulaient.

La phase de gloire est venue ensuite – mais elle a été de courte durée. Elle a probablement atteint son apogée durant la Deuxième guerre mondiale. Les Etats-Unis ont triomphé sur les deux fronts – contre l’Allemagne et contre le Japon –, ce qui leur a donné le contrôle indiscutable du Pacifique et de l’Atlantique.

Et que s’est-il passé ensuite ? C’est ce que nous verrons dès lundi.